



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BENIN 2022



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2022

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
AVANT-PROPOS.....	6
RESUME.....	8
INTRODUCTION.....	10
1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	13
1.1. Balance des biens.....	14
1.2. Balance des services.....	22
1.3. Compte de revenu primaire.....	24
1.4. Compte de revenu secondaire.....	25
2. COMPTE DE CAPITAL.....	27
3. COMPTE FINANCIER.....	28
3.1. Investissements directs.....	28
3.2. Investissements de portefeuille.....	29
3.3. Autres investissements.....	29
4. CAPITAUX MONETAIRES.....	30
4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	30
4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts.....	31
4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires.....	31
5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	32
5.1. Variation de la Position Extérieure Globale.....	33
5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale.....	33
6. DETTE EXTERIEURE BRUTE TOTALE.....	34
6.1. Encours de la dette extérieure brute totale.....	34
6.2. Composition de la dette extérieure brute totale.....	35
CONCLUSION.....	37
ANNEXES.....	40
Annexe 1 : Balance des Paiements 2022 (optique BCEAO).....	41
Annexe 2 : Balance des paiements 2022 en termes de transactions (Présentation standard).....	43
Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2022.....	54
Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets).....	59
Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2022.....	61
Annexe 6 : Evolution des exportations en 2022.....	63
Annexe 7 : Evolution des importations en 2022.....	66
Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2022.....	68
Annexe 9 : Composition de la dette extérieure brute totale du Bénin.....	69

LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX

ENCADRES

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6.....	7
Encadré 2 : Prise en compte des résultats du rebasage des comptes nationaux.....	15
Encadré 3 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB.....	23
Encadré 4 : Principales initiatives publiques en rapport avec les recommandations des rapports antérieurs.....	39

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel au Bénin entre 2012 et 2022.....	11
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2011 et 2022.....	13
Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2012 et 2022.....	13
Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2021 et en 2022.....	16
Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2014-2015.....	16
Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2014 et 2022.....	17
Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2021 et en 2022.....	18
Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2021 et en 2022.....	20
Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2021 et en 2022.....	21
Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2022.....	33
Graphique 11 : Poids de l'Administration publique dans la dette extérieure brute totale du Bénin....	36

TABLEAUX

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO).....	9
Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes.....	13
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....	15
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2018 à 2022.....	15
Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2018 à 2022.....	20
Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2018 à 2022.....	22
Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2018 à 2022.....	23
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2018 à 2022.....	24
Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2018 à 2022.....	24
Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2018 à 2022...25	
Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2018 à 2022.....	25
Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2018 à 2022.....	25
Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2018 à 2022.....	27
Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2018 à 2022.....	28
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2018 à 2022.....	30
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires.....	31
Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux.....	31
Tableau 18 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin.....	32
Tableau 19 : Evolution de la dette extérieure brute du Bénin.....	34

SIGLES ET ABREVIATIONS

AID	: Association Internationale de Développement
AMF-UMOA	: Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine
APUC	: Administration Publique Centrale
ATC	: Autres Titres de Créances
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAA	: Caisse Autonome d'Amortissement
CAF	: Coûts, Assurances et Frets
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
DGE	: Direction Générale de l'Economie
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
FAD	: Fonds Africain de Développement
FAGACE	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB/FAB	: Free On Board / Franco à bord
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INStad	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
ISBLSM	: Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
MBP6	: Sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAG	: Programme d'Actions du Gouvernement
PEG	: Position Extérieure Globale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
SIFIM	: Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
TEC	: Tarif Extérieur Commun
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

Les comptes extérieurs du Bénin sont établis selon les principes de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI), adopté en 2008 et mis en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) dès 2012, pour l'élaboration des comptes de l'année 2011. Depuis lors, les éditions de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (PEG) du Bénin bénéficient des enseignements tirés de la refonte du dispositif d'élaboration des comptes extérieurs de la BCEAO.

En effet, à la faveur de l'adoption de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6), la BCEAO a entièrement révisé son dispositif pour l'adapter à l'environnement des pays de l'UEMOA et aux normes internationales. Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte a consisté à améliorer le système de collecte et d'analyse des données. Les principaux points d'amélioration ont porté sur (i) la ventilation géographique, (ii) la répartition par branche d'activité des données et (iii) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, notamment la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE).

Les comptes extérieurs de l'année 2022 ont été également enrichis des résultats de l'enquête ad hoc sur les Investissements Directs Etrangers (IDE), ainsi que des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données des échanges intra-UEMOA, dont la seizième réunion s'est tenue par téléconférence via Google Meet les 18 et 19 septembre 2023.

Enfin, il convient de rappeler que les comptes extérieurs ont été mis en conformité avec les résultats du rebasage des comptes nationaux, réalisé par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (Cf. encadré 2).

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6

1. La balance des paiements

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.**

1.1. Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MBP6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.

1.2. Le compte de capital

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.

La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.

1.3. Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- ✓ **les investissements directs** confèrent un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable ;
- ✓ **les investissements de portefeuille** regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés** autres que les réserves ;
- ✓ **les autres investissements** sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- ✓ **les avoirs de réserves** sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

2. La Position Extérieure Globale (PEG)

La PEG décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. Le MBP6 distingue dans la PEG un compte pour les autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de change) ou des reclassifications qui impactent la PEG.

RESUME

En 2022, les échanges extérieurs du Bénin se sont déroulés dans un contexte international difficile marqué par une hausse des pressions inflationnistes et le resserrement des conditions financières mondiales en lien avec les conséquences du conflit russo-ukrainien. Au plan interne, la dynamique économique s'est traduite par la réalisation d'un taux de croissance économique estimé à 6,3% contre 7,2% en 2021 grâce aux performances des secteurs de l'industrie et des transports et à la mise en œuvre satisfaisante du Programme d'Actions du Gouvernement. Le solde global de la balance des paiements du Bénin, qui résulte de ce contexte international et des évolutions au plan interne, a affiché un excédent de 12.708,3 millions¹ en 2022.

Le déficit structurel de la balance des transactions courantes s'est accentué en ressortant à 651.369,0 millions en 2022, contre 407.447,7 millions l'année précédente. Cette évolution s'explique par une progression du déficit de la balance des biens et celui des services, ainsi qu'une réduction de l'excédent du compte de revenu secondaire.

En effet, le déficit de la balance des biens s'est creusé de 201.164,7 millions, par rapport à 2021, pour se situer à 396.598,6 millions en liaison avec une hausse plus importante des importations de biens comparativement aux exportations de biens. Cette évolution est en relation avec les besoins de l'économie liés aux différents projets en cours d'exécution.

Quant au déficit des services nets, il a augmenté de 8.985,4 millions, en se situant à 241.558,0 millions en 2022. La progression du déficit des services s'explique essentiellement par la hausse du fret en relation avec la consolidation des importations de biens.

En ce qui concerne le revenu primaire, son déficit s'est accentué de 7.183,6 millions pour se situer à 112.173,8 millions en 2022 en relation avec les intérêts payés sur les titres de créance, les investissements directs et la dette publique.

Au niveau du compte du revenu secondaire, l'excédent s'est inscrit en retrait, ressortant à 98.961,4 millions en 2022 contre 125.549,1 millions une année plus tôt, consécutivement à une baisse des appuis budgétaires reçus par les Administrations Publiques modérée par la hausse des transferts reçus au titre des envois de fonds des migrants.

Une tendance similaire est relevée au niveau du compte de capital dont l'excédent s'est réduit de 31.273,9 millions, en s'établissant à 112.567,3 millions au cours de l'année 2022 sous l'effet d'une contraction des dons-projets reçus par les Administrations Publiques.

Dans ces conditions, l'exécution des échanges avec l'extérieur s'est soldée par un besoin de financement de 538.801,7 millions entièrement couvert par les opérations financières. Le compte financier affiche ainsi un passif net de 548.823,8 millions.

S'agissant de la Position Extérieure Globale (PEG), elle dégage un passif net de 4.139.644,2 millions contre 3.552.586,3 millions au 31 décembre 2021. Les variations nettes induites par les autres changements d'actifs et de passifs se sont élevées à -37.465,2 millions, imputables essentiellement aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et sur les droits de tirage spéciaux.

Ces différentes évolutions sont retracées dans le tableau de synthèse ci-après :

¹ Sauf mention contraire, l'unité est le FCFA.

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Libellé du poste	2018	2019	2020	2021	2022
Compte des transactions courantes	-360 387,4	-337 269,1	-157 337,6	-407 447,7	-651 369,0
Biens et services	-456 047,3	-422 861,5	-250 233,9	-428 006,5	-638 156,6
Biens	-308 605,5	-260 431,4	-89 727,0	-195 433,9	-396 598,6
Marchandises générales, base balance des paiements	-315 797,5	-269 103,4	-98 208,0	-204 079,7	-399 466,6
<i>dont : Réexportations</i>	928 758,0	843 537,0	739 114,7	925 072,0	1 166 601,0
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	59,7	56,0
Or non monétaire	7 192,0	8 672,0	8 481,0	8 586,0	2 812,0
Services	-147 441,9	-162 430,1	-160 507,0	-232 572,6	-241 558,0
Transport	-188 767,3	-175 231,0	-138 707,8	-223 889,3	-289 935,3
<i>dont fret</i>	-163 420,0	-146 506,0	-131 074,9	-178 062,1	-241 946,4
Voyages	72 963,1	85 351,4	70 627,2	92 237,2	108 575,4
Autres services	-31 637,7	-72 550,6	-92 426,4	-100 920,5	-60 198,1
Revenu primaire	-30 592,7	-41 481,7	-69 698,2	-104 990,2	-112 173,8
Rémunération des salariés	-878,0	-1 151,2	3 906,6	6 447,7	6 259,5
Revenus des investissements	-33 417,9	-40 330,5	-99 769,8	-147 025,1	-164 264,4
Autre revenu primaire	3 703,1	0,0	26 165,0	35 587,2	45 831,0
Revenu secondaire	126 252,6	127 074,2	162 594,5	125 549,1	98 961,4
Administrations publiques	58 775,2	49 429,0	107 607,8	48 668,3	-1 390,4
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	67 477,4	77 645,2	54 986,7	76 880,8	100 351,8
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	58 801,9	77 029,3	60 736,5	66 056,2	85 730,2
Compte de capital	109 147,2	116 304,1	100 503,0	143 841,2	112 567,3
Transferts de capital	109 147,7	116 301,0	100 541,9	146 682,4	115 257,3
Administration publique	70 140,7	74 849,0	64 015,9	102 751,7	71 592,3
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	39 007,0	41 452,0	36 526,0	43 930,7	43 665,0
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-0,5	3,1	-38,9	-2 841,2	-2 690,0
Compte financier	-444 772,3	-262 589,5	-361 756,3	-860 665,3	-548 823,8
Investissement direct	-102 370,5	-111 950,8	-87 576,1	-168 092,3	-205 199,3
Investissements de portefeuille	53 967,2	-125 030,9	-76 436,5	-503 763,7	-176 949,9
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-396 369,0	-25 607,8	-197 743,8	-188 809,4	-166 674,6
Erreurs et omissions nettes	3 328,4	3 926,1	2 016,2	2 848,0	2 686,3
Solde global	196 860,5	45 550,6	306 937,9	599 906,8	12 708,3
Réévaluations et autres flux non transactionnels	0,0	0,0	0,0	-2 444,5	-3 055,1
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-196 860,5	-45 550,6	-306 937,9	-597 462,3	-9 653,2
Banque centrale	-222 399,7	111 905,5	53 851,6	116 166,7	315 686,8
Établissements de dépôts autres que la Banque Centrale	25 539,0	-157 456,1	-360 789,5	-713 629,0	-325 340,0

Source : BCEAO (Octobre 2023)

INTRODUCTION

À la suite du rebond post-Covid observé en 2021, l'économie mondiale a été marquée en 2022 par de fortes pressions inflationnistes, résultant des perturbations sur les marchés énergétiques et alimentaires induites par le conflit russo-ukrainien, et le resserrement des conditions financières mondiales.

Ces chocs multiples ont pesé sur la dynamique de la croissance mondiale qui a ralenti, passant à 3,5% après une réalisation de 6,3% enregistrée en 2021, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) établies en octobre 2023.

Le ralentissement est plus prononcé dans les économies avancées, qui ont affiché une croissance de 2,6% en 2022 contre 5,6% en 2021, que dans les marchés émergents et en développement dont la production a progressé en moyenne de 4,1% en 2022 contre 6,9% en 2021. Aux Etats-Unis (+2,1% en 2022 contre 5,9% en 2021) et au Japon (+1,0% en 2022 contre 2,2% en 2021) le recul de l'activité économique a été plus fort que dans la Zone euro (+3,3% en 2022 contre 5,6% en 2021).

Du côté des prix, la hausse des cours des produits énergétiques et alimentaires amorcée en 2021 a été alimentée et amplifiée par les conséquences négatives du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Dans les pays avancés, le taux d'inflation moyen est ressorti à 7,3%, contre 3,1% en 2021 et dans les pays émergents et en développement, il s'est établi à 9,8% contre 5,9% une année plus tôt, avec des disparités par région.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique a décéléré à +4,0% en 2022 après une progression de 4,7% enregistrée une année plus tôt, en lien avec les tensions sur les prix des denrées alimentaires. Au Nigeria, principal partenaire des pays de l'UEMOA, la croissance du PIB réel est tombée à 3,3% en 2022, contre 3,6% en 2021, en relation avec la baisse de la production pétrolière et la contraction des dépenses publiques.

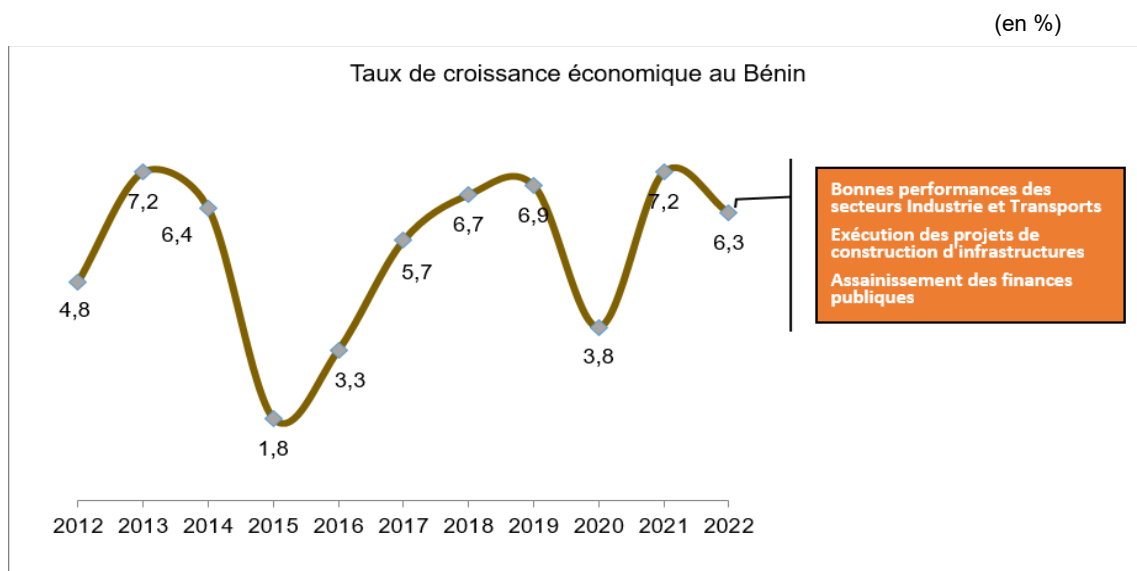
Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), en dépit de la persistance d'une conjoncture internationale peu favorable et des problèmes sécuritaires au plan interne, l'activité économique est demeurée vigoureuse en 2022. Le taux de croissance économique de l'UEMOA s'est établi à 5,6% en 2022 après 6,1% en 2021. Cette évolution a été portée principalement par les investissements réalisés dans le cadre de l'exécution de plusieurs chantiers de construction d'infrastructures ainsi que dans le secteur des hydrocarbures.

L'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), s'est fortement accrue en 2022. Elle s'est située dans l'Union à 7,4% après une réalisation de 3,6% enregistrée en 2021. Cette augmentation du niveau général des prix à la consommation est liée aux tensions sur les prix des produits alimentaires consécutives à la baisse de la production céréalière en 2021/2022, aux difficultés d'approvisionnement des marchés dans un contexte sécuritaire fragile et à l'envolée des cours des denrées alimentaires importées et des produits énergétiques.

Au Bénin, le taux de croissance est ressorti à 6,3% en 2022 contre 7,2% en 2021. Cette évolution, qui traduit le renforcement de la résilience de l'économie face aux chocs exogènes, a été portée par les branches de l'industrie et des transports. Les transports ont bénéficié en particulier de la modernisation et de la densification du réseau routier béninois. Elle est, par ailleurs, la conséquence des diverses actions et réformes engagées par le Gouvernement pour assainir les finances publiques et de l'accroissement des dépenses publiques.

Le taux d'inflation au Bénin s'est affiché à 1,4%, en dessous de la norme communautaire de 3%, d'une part en raison du renforcement de la production vivrière au cours des dernières campagnes agricoles et, d'autre part, du fait de l'efficacité des mesures prises par le Gouvernement pour contenir la hausse des prix.

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel au Bénin entre 2012 et 2022



Sources : INStaD et DGE [2023]

Les opérations financières de l'Etat, quant à elles, se sont soldées par une hausse du déficit global dons compris (base ordonnancement) qui s'est établi à 4,7% du PIB courant contre 5,7% en 2021, sous l'effet de la poursuite du renforcement de la mobilisation des recettes fiscales et d'une meilleure gestion des dépenses publiques en vue de réduire progressivement le déficit public en dessous de 3% du PIB à l'horizon 2025.

La situation monétaire a été marquée par une expansion de la masse monétaire de 417.724,4 millions qui s'est établie à 3.628.256,9 millions, soit une augmentation de 13,0% par rapport aux réalisations de 2021. Cette progression s'est traduite par un relèvement des dépôts en banques de 313.746,8 millions et une hausse de la circulation fiduciaire de 103.977,6 millions, en dépit de l'essor des services financiers via la téléphonie mobile. La consolidation de la masse monétaire s'est traduite par une augmentation des créances sur l'économie de l'ordre de 338.940,3 millions ou 19,1%, pour ressortir à 2.116.333,0 millions. L'évolution des créances sur l'économie résulte essentiellement de la bonne orientation de la conjoncture économique. Les nouvelles mises en place de crédits ont bénéficié aux entreprises évoluant dans les secteurs de l'agro-industrie, du commerce, de la construction, des télécommunications et de la distribution de produits pétroliers.

Les comptes extérieurs se sont ressentis de ces différentes évolutions, dégageant un excédent de 12.708,3 millions au titre du solde global de la balance des paiements, à la suite des 599.906,8 millions enregistrés en 2021. Le présent rapport analyse l'évolution des principales composantes des comptes extérieurs du Bénin. Il est organisé en six parties, suivant le canevas harmonisé retenu au niveau des pays de l'UEMOA.

1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes affiche un déficit de 6,0% du PIB en 2022 contre un déficit de 4,2% en 2021. Cette accentuation du déficit des transactions courantes, en pourcentage du PIB, est imputable, d'une part, à la hausse du déficit de la balance des biens qui a plus que doublé d'une année à l'autre et, d'autre part, à l'aggravation des déficits des services et du revenu primaire.

Les statistiques de la balance des paiements, compilées conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel du FMI indiquent une hausse de la valeur nominale du déficit structurel du compte courant qui s'est établi à 651.369,0 millions en 2022, contre 407.447,7 millions en 2021. En valeur relative, le déficit des transactions courantes s'est creusé en ressortant à 6,0% du PIB en 2022, contre 4,2% du PIB en 2021.

L'évolution du solde des transactions courantes sur les cinq dernières années est présentée dans le tableau ci-après, sur la base des données ajustées³.

Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes

(en millions de FCFA)

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Biens et services	-456 047,3	-422 861,5	-250 233,9	-428 006,5	-638 156,6
Biens	-308 605,5	-260 431,4	-89 727,0	-195 433,9	-396 598,6
Services	-147 441,9	-162 430,1	-160 507,0	-232 572,6	-241 558,0
Revenu primaire	-30 592,7	-41 481,7	-69 698,2	-104 990,2	-112 173,8
Revenu secondaire	126 252,6	127 074,2	162 594,5	125 549,1	98 961,4
Solde du compte courant	-360 387,4	-337 269,1	-157 337,6	-407 447,7	-651 369,0
Solde du compte courant (hors dons)	-419 197,8	-386 774,2	-265 118,6	-456 333,5	-651 369,0
PIB Nominal	7 922 004,1	8 432 247,5	9 008 810,4	9 809 694,0	10 854 508,1
Solde courant (en % PIB)	-4,5	-4,0	-1,7	-4,2	-6,0

Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2023)

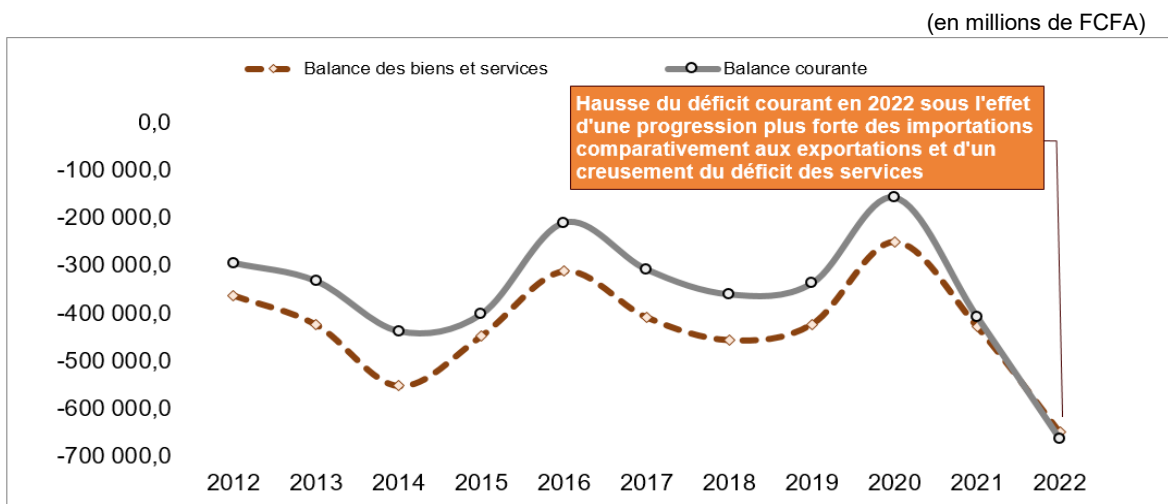
Historiquement au Bénin, le solde des échanges de biens et de services porte l'essentiel de la dégradation des transactions courantes comme l'illustre le graphique 2 ci-après. En effet, la structure de l'économie béninoise est dominée par les activités d'importation de marchandises, réexportées par la suite vers le Nigeria et les pays de l'hinterland (Mali, Niger et Burkina Faso).

En 2022, l'accentuation du déficit des transactions courantes s'explique par une progression des importations de biens à un rythme plus élevé (+22,5%) que celui des exportations de biens (+14,7%), combinée à une hausse légère des importations nettes de services (+3,9%) et

³ Les statistiques du commerce extérieur élaborées par l'INStaD sont ajustées par les résultats de la réconciliation des données du commerce intra UEMOA et les estimations du commerce informel.

des paiements nets de revenus primaires (+6,8%), notamment les revenus d'investissement (+11,7%). Les importations de biens sont ressorties à 2.713.255,8 millions en 2022 contre 2.215.374,8 millions une année plus tôt et les exportations se sont établies à 2.316.657,2 millions contre 2.019.940,9 millions en 2021. En outre, les importations nettes de services et les paiements nets de revenus primaires se sont accrus de 8.985,4 millions et 7.183,6 millions respectivement en passant de 232.572,6 millions à 241.558,0 d'une part et de 104.990,2 millions à 112.173,8 millions d'autre part. Cette évolution est à mettre en relation avec la conjoncture économique.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2012 et 2022

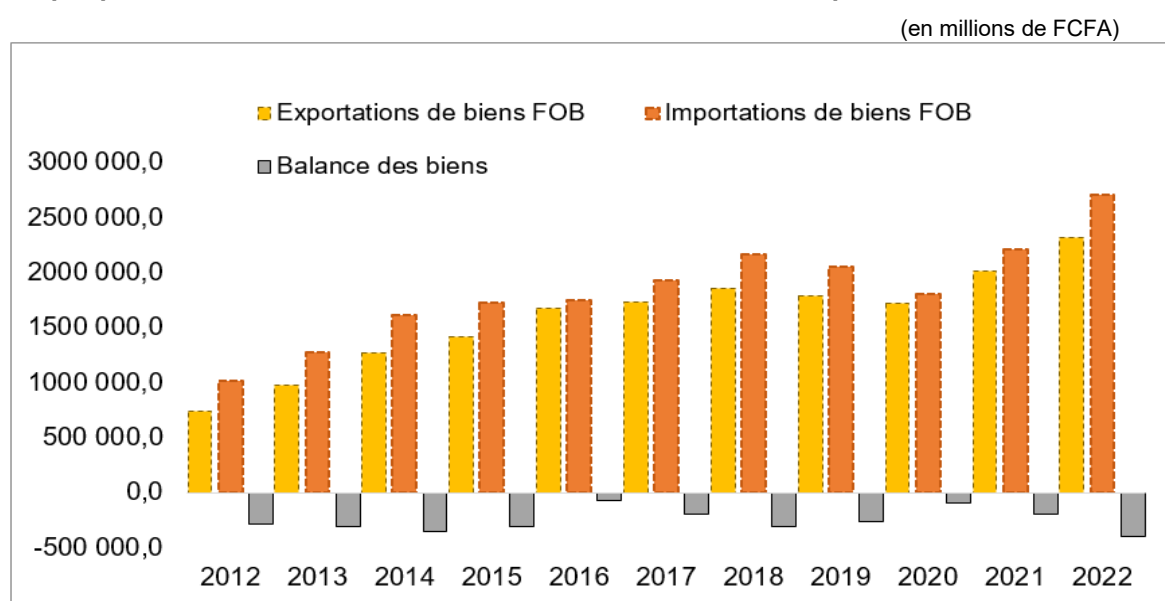


Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2023)

1.1. Balance des biens

Le déficit de la balance commerciale s'est accru de 102,9% en 2022 pour atteindre 396.598,6 millions de FCFA soit 3,7% du PIB, après 195.433,9 millions en 2021.

Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2012 et 2022



Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2023)

Le creusement de la balance commerciale entre 2021 et 2022 résulte d'une augmentation des importations (+497.881,0 millions), bien plus importante que celle des exportations (+296.716,3 millions), en valeur absolue. De manière subséquente, le taux de couverture des importations par les exportations a poursuivi son fléchissement entamé en 2021, passant de 91,2% à 85,4% en 2022. Les principaux produits à l'origine de cette évolution des exportations et des importations, ainsi que les facteurs économiques sous-jacents sont déclinés ci-après.

Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Exportations de biens FOB (1)	1 857 588,7	1 790 945,3	1 720 484,3	2 019 940,9	2 316 657,2
Importations de biens FOB (2)	2 166 194,1	2 051 376,7	1 810 211,2	2 215 374,8	2 713 255,8
Balance commerciale	-308 605,4	-260 431,4	-89 726,9	-195 433,9	-396 598,6
Balance commerciale (en % PIB)	-3,9	-3,1	-1,0	-2,0	-3,7
Taux de couverture (1)/(2) (en %)	85,8	87,3	95,0	91,2	85,4
Degré d'ouverture commerciale (1)+(2) / 2*PIB nominal (en %)	25,4	22,8	19,6	21,6	23,2
Ratio Exportations/PIB nominal (en %)	23,4	21,2	19,1	20,6	21,3
Ratio Importations/PIB nominal (en %)	27,3	24,3	20,1	22,6	25,0

Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2023)

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens (valeurs FOB) ajustées en 2022 sont arrêtées à 2.316.657,2 millions contre 2.019.940,9 millions une année plus tôt. Réparties suivant les principales composantes de la MBP6, ces exportations sont constituées principalement des marchandises générales, dont des biens réexportés (Cf. tableau 4).

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2018 à 2022

(en millions de FCFA)

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Marchandises générales	1 850 396,7	1 782 273,3	1 712 003,3	2 011 295,2	2 313 789,2
<i>dont réexportations totales</i>	<i>928 758,0</i>	<i>843 537,0</i>	<i>739 114,7</i>	<i>925 072,0</i>	<i>1 166 601,0</i>
<i>réexportations officielles</i>	<i>76 462,0</i>	<i>55 464,0</i>	<i>55 056,0</i>	<i>80 915,7</i>	<i>62 527,4</i>
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	59,7	56,0
Or non monétaire	7 192,0	8 672,0	8 481,0	8 586,0	2 812,0
<i>dont réexportations</i>	<i>7 192,0</i>	<i>8 672,0</i>	<i>8 481,0</i>	<i>8 586,0</i>	<i>2 812,0</i>
Total exportations de biens	1 857 588,7	1 790 945,3	1 720 484,3	2 019 940,9	2 316 657,2

Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2023)

Les transactions relatives à la réexportation y figurent pour un montant de 1.166.601,0 millions en 2022 contre 925.072,0 millions en 2021, en hausse de 26,1%. L'accroissement des réexportations en 2022 est principalement porté par les expéditions non officielles de produits alimentaires vers le Nigeria. A cet égard, il convient de rappeler que le Bénin réexporte vers le Nigeria les produits alimentaires, notamment le riz et les huiles végétales, les friperies et les véhicules d'occasion.

S'agissant de l'or non monétaire, l'exploitation aurifère au Bénin demeure traditionnelle. Les quantités d'or brut, en provenance des pays de l'hinterland, notamment le Mali et le Niger, sont enregistrées à l'aéroport de Cotonou, et exportées vers les pays occidentaux. Le niveau des exportations d'or est ressorti à 2.812,0 millions en 2022 contre 8.586,0 millions une année plus tôt.

Encadré 2 : Prise en compte des résultats du rebasage des comptes nationaux

Le 03 juillet 2019, le Gouvernement a adopté en Conseil des ministres les résultats du rebasage des comptes nationaux du Bénin, réalisé conformément aux recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies de 2008 (SCN 2008) par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStaD).

Les principales innovations apportées aux nouveaux comptes concernent :

- le choix de l'année 2015 comme année de base en remplacement de l'année 2007, en liaison avec l'existence de données du recensement de la population et des résultats de l'enquête sur les conditions de vie des populations qui ont mis en exergue de profondes modifications dans les structures d'emploi et de consommation au Bénin ;
- la comptabilisation de la valeur ajoutée de certaines branches d'activité, comme l'agriculture, le commerce informel, le transport fluvial, la marge commerciale et de transport, l'assurance non-vie, la recherche-développement et les services financiers.

Les résultats indiquent au titre de l'année 2015 un produit intérieur brut (PIB) nominal évalué à 6.732,8 milliards de FCFA contre 4.926,4 milliards de FCFA issus de l'ancienne méthodologie SCN 1993. Cette nouvelle évaluation traduit une hausse du PIB de l'ordre de 36,7%.

Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Bénin ont été élaborés sur la base des nouvelles données des comptes nationaux et des modifications intervenues dans les statistiques monétaires.

Les principaux postes ayant connu des modifications dans les comptes extérieurs sont indiqués comme suit :

- le rebasage des comptes nationaux a entraîné une réévaluation des exportations de biens (crédit), des importations de biens (débit) et des services de fret (débit) qui a été équilibrée dans le compte financier par les numéraires et dépôts (crédit) au niveau du poste « Autres investissements ». Les corrections enregistrées dans le compte financier de la balance des paiements sont identiques à celles effectuées dans la position extérieure globale ;
- les modifications des avoirs extérieurs nets ont été prises en compte dans le compte financier sur la ligne « autres avoirs de réserve » (pour la Banque Centrale) et « investissements de portefeuille » (pour les banques primaires). L'équilibre a été assuré au niveau des erreurs et omissions. Les modifications ainsi faites dans le compte financier de la balance des paiements sont identiques à celles effectuées dans la position extérieure globale.

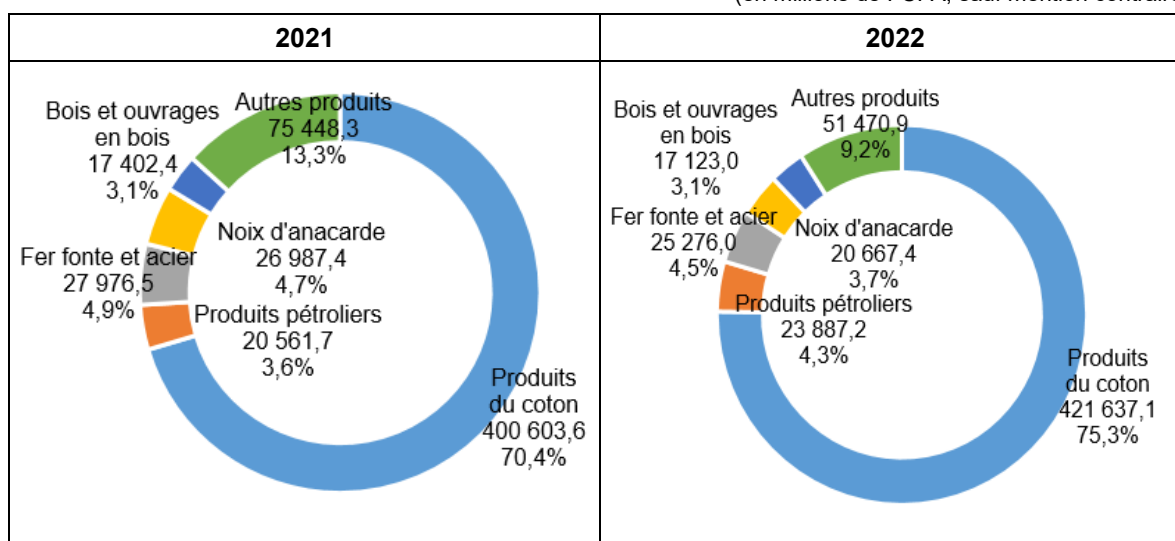
Source : INStaD-BCEAO

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

Les exportations officielles du Bénin restent dominées par les produits du coton qui représentent plus de 75% des ventes à l'étranger. Le Bénin exporte également la noix d'anacarde, le bois et les ouvrages en bois dont les valeurs demeurent encore faibles, comparativement au coton fibre. Les exportations de fer, fonte et acier se composent de la production des industries métallurgiques ainsi que de la ferraille expédiée vers les pays asiatiques jusqu'en juillet 2023 où son exportation a été interdite par décision gouvernementale, tandis que les produits pétroliers exportés proviennent des importations.

Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2021 et en 2022

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)



Source : INStaD (Octobre 2023)

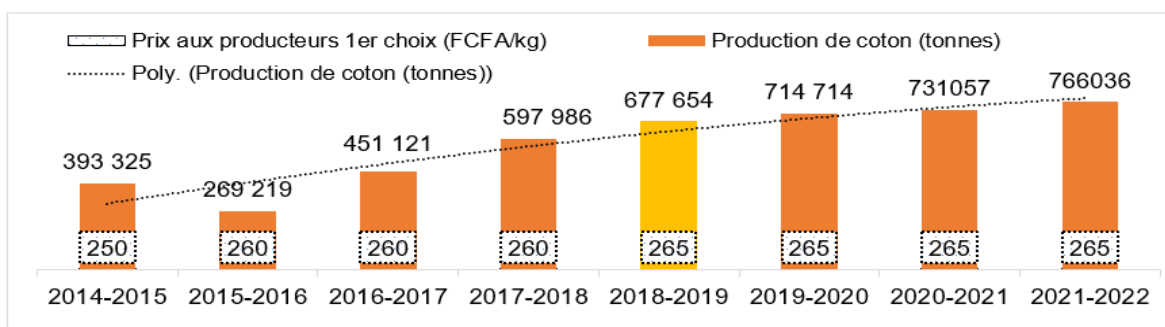
1.1.1.2.1. Coton et ses dérivés

La quantité de coton fibre exportée a baissé de 10,7%, évoluant de 364.839,7 tonnes en 2021 à 325.966,9 tonnes en 2022, dans un contexte où la campagne cotonnière 2021-2022⁴ s'est soldée par une production de coton graine de 766.036 tonnes contre 731.057 tonnes lors de la campagne précédente, selon les données officielles. Cette baisse des exportations de coton fibre est à mettre en relation avec la mise en œuvre entamée de la stratégie de transformation industrielle du coton béninois sur place dans les industries textiles du pays.

La production cotonnière s'est redressée depuis la campagne 2016-2017 grâce aux mesures de restructuration initiées par le Gouvernement, notamment le repositionnement de l'Association Interprofessionnelle de Coton comme gestionnaire de la filière, le renforcement de l'encadrement des cotonculteurs et l'amélioration du rendement à l'hectare.

Le cours moyen de placement de la fibre de coton à l'extérieur s'est élevé à 1131,5 FCFA le kilogramme en 2022, contre 968,1 FCFA le kilogramme en 2021 et 934,7 FCFA en 2020. De manière subséquente, les ventes à l'étranger de fibre de coton se sont établies à 368.847,4 millions en 2022 contre 353.202,5 millions en 2021, en hausse de 15.644,8 millions.

Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2014-2015



Sources : Ministère en charge de l'Agriculture (Octobre 2023)

⁴ Les exportations de coton effectuées à l'année n sont relatives à la campagne (n-1)/n.

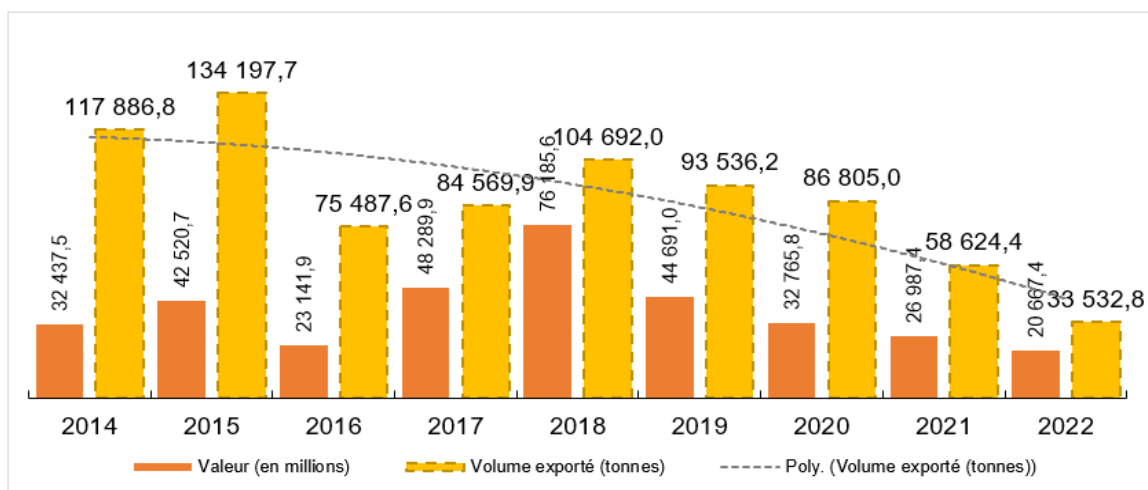
1.1.1.2.2. Noix de cajou

La noix de cajou est le deuxième produit d'exportation agricole du Bénin après le coton. Sa production est tirée par l'intérêt croissant des agriculteurs pour cette culture, dont les cours sur le marché international sont restés relativement élevés jusqu'en 2018. En revanche, depuis l'année 2019 il est noté un excès de l'offre comparativement à la demande sur le marché international. Ce qui s'est traduit par un effondrement des prix.

Dans ces conditions, les ventes du Bénin à l'étranger se sont élevées à 20.667,4 millions en 2022, en diminution de 23,4% par rapport à 2021 où elles s'étaient établies à 26.987,4 millions.

Pour augmenter le potentiel de production dans le secteur, le gouvernement du Bénin a initié en 2022, plusieurs projets de développement de la filière dont l'installation de 20.000 hectares de nouvelles plantations à partir de plants performants et l'accompagnement des producteurs à la réhabilitation de 70.000 hectares de plantations existantes. En outre, la chaîne de valeur de la filière devrait connaître dans les années à venir une plus grande transformation locale, en lien avec le développement des activités industrielles dans la Zone industrielle spéciale de Glo-Djigbé.

Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2014 et 2022



Sources : INStAD-DGD (Octobre 2023)

1.1.1.2.3. Fer, fonte et acier

Outre la production industrielle, les exportations inscrites sous cette rubrique se rapportent à la ferraille issue de la récupération. La ferraille est acquise par des grossistes auprès des collecteurs ou des intermédiaires qui parcourent les domiciles ainsi que les garages pour récupérer les articles ménagers et les véhicules usagers, préalablement concassés. Ces produits sont par la suite exportés vers l'Asie, principalement la Chine, l'Inde et le Vietnam.

Globalement, les exportations de « fer, fonte et acier » ont fléchi de 9,7% en valeur pour s'établir à 25.276,0 millions en 2022 contre 27.976,5 millions en 2021, en liaison avec la demande au plan mondial, notamment celle émanant de la Chine. En outre, en volume, les exportations sont en hausse de 34,7%, passant de 70.647,4 tonnes à 46.099,5 tonnes sur la période sous revue.

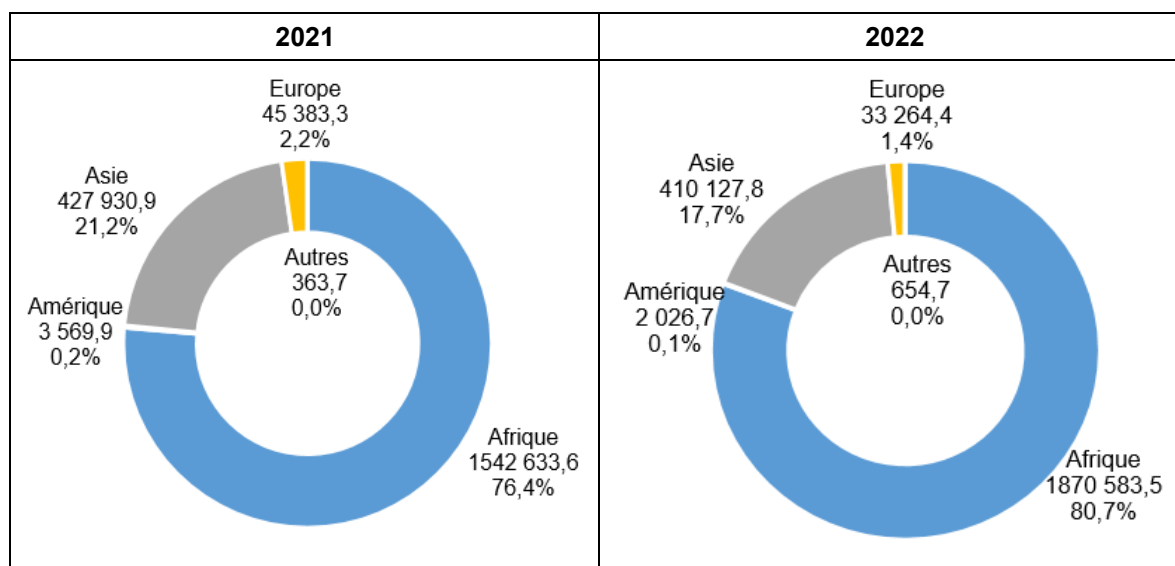
1.1.1.2.4. Produits pétroliers

Les produits pétroliers exportés proviennent des importations. Il s'agit donc de réexportations qui ont progressé de 16,2%, passant de 20.561,7 millions en 2021 à 23.887,2 millions en 2022, en liaison avec la hausse des expéditions à partir des dépôts installés au port de Cotonou. Ces réexportations ont été effectuées principalement par les sociétés ORYX Bénin (84,7%) et GHAYA Oil and Gaz Benin (15,3%), selon les statistiques officielles.

1.1.1.3. Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations ajustées⁵, pour tenir compte du commerce non contrôlé, indique une évolution des flux qui confirme l'Afrique et l'Asie comme étant les principaux partenaires commerciaux du Bénin avec des parts de marché respectives de 80,7% et de 17,7% en 2022. L'Europe, en recueillant 1,4% des ventes à l'étranger en 2022, représente le troisième partenaire commercial du Bénin.

Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2021 et en 2022



Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2023)

En Afrique, en dehors de l'UEMOA, le principal partenaire à l'exportation du Bénin en 2022 est le Nigeria (72,8%). Les exportations du Bénin en direction du Nigeria sont en hausse, passant de 1.397.329,9 millions en 2021 à 1.686.650,1 millions en 2022. Cette augmentation concerne notamment le commerce de riz et d'huile raffinée.

Les exportations vers les pays de l'UEMOA sont évaluées à 127.066,0 millions en 2022 contre 102.604,0 millions en 2021. Les échanges intra-UEMOA représentent 5,5% des exportations totales du Bénin. Les principaux clients du Bénin dans l'UEMOA sont le Mali (2,0%), le Togo (1,4%) et le Niger (1,2%). Le Togo importe du Bénin les poissons congelés, les produits pétroliers, les médicaments ainsi que de la peinture. En ce qui concerne les exportations vers le Mali, elles portent essentiellement sur les produits pétroliers. Quant au Niger, il importe du Bénin les produits alimentaires et métallurgiques.

⁵ Cette partie de l'analyse porte sur les données ajustées, c'est-à-dire, les statistiques officielles complétées des informations issues des travaux de réconciliation des échanges intracommunautaires et des estimations de l'INStAD sur le commerce non contrôlé. Ces estimations concernent les échanges non officiels avec le Nigeria.

En Asie, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin sont le Bangladesh (10,9%), l'Inde (2,9%), la Chine (1,5%), le Pakistan (1,0%) et le Vietnam (0,6%). Il est observé depuis 2013 une perte des parts de marché de la Chine au profit des pays de l'Asie du Sud-Est. Les exportations en direction de la Chine sont essentiellement constituées de coton (79,7%), de fer, fonte et acier (11,3%) et du bois (4,5%). L'Inde, quant à elle, importe en grande partie du Bénin la noix d'anacarde (53,4%), le coton (25,8%) et le bois (4,5%).

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Les importations totales de biens (base FOB) ont augmenté de 22,5% pour ressortir à 2.713.255,8 millions en 2022 contre 2.215.374,8 millions en 2021. Cette évolution est portée par les importations formelles (+24,8%) et les importations informelles (+5,0%). Les importations de biens sont constituées exclusivement des marchandises générales. L'évolution des importations de marchandises générales sur les cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2018 à 2022

Postes	(en millions de FCFA)				
	2018	2019	2020	2021	2022
Marchandises générales	2 166 194,1	2 051 376,7	1 810 211,2	2 215 374,8	2 713 255,8
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations de biens	2 166 194,1	2 051 376,7	1 810 211,2	2 215 374,8	2 713 255,8

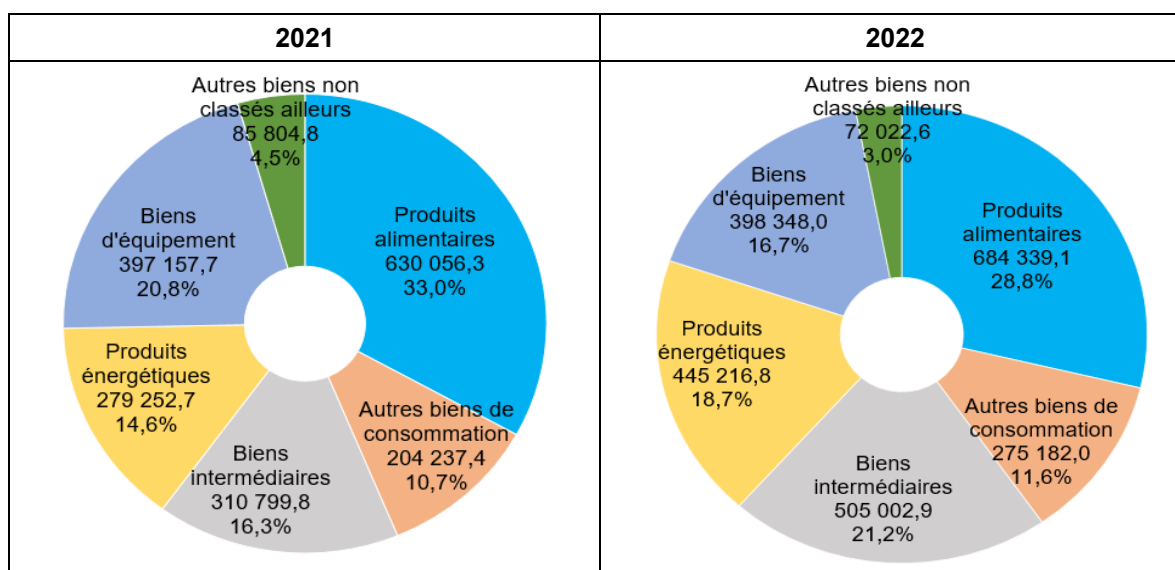
Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2023)

Selon les statistiques officielles du commerce extérieur, les importations totales (CAF) sont en hausse de 24,8% en valeur pour s'établir à 2.380.111,3 millions en 2022 contre 1.907.308,8 millions, un an plus tôt. En volume, les importations totales ont progressé de 3,6% en passant de 5,6 millions de tonnes à 5,8 millions de tonnes en 2022.

A la suite des ajustements opérés, pour tenir compte des transactions non enregistrées, le montant total des importations CAF ressort à 3.060.770,7 millions, représentant 28,2% du PIB nominal en 2022 contre 26,0% en 2021. L'évolution des importations de marchandises générales au cours des quatre dernières années est fournie en annexe 7.

1.1.2.2. Composition des importations de biens

Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2021 et en 2022



Source : INStAD (Octobre 2023)

La composition des importations reflète la structure de l'économie béninoise, dominée par les activités commerciales. Ainsi, les produits alimentaires demeurent les principaux produits d'importation avec une proportion de 28,8% en 2022 contre 33,0% en 2021. Ils ont progressé de 8,6% en valeur et de 9,2% en volume d'une année à l'autre. Une part importante de ces produits alimente le commerce transfrontalier de réexportation informelle. Il s'agit notamment du riz, dont les importations ont atteint 417.062,4 millions en 2022 contre 356.785,2 millions en 2021.

S'agissant des biens d'équipement, ils ont représenté 16,7% des importations officielles en 2022 contre 20,8% en 2021. En valeur, les achats à l'étranger de biens d'équipement se sont accrus de 0,3% pour s'établir à 398.348,0 millions. Cette évolution a été enregistrée sous l'effet conjugué de la progression des importations de machines et appareils (+26,1%) et de la baisse des importations de matériels de transport (-31,9%), en lien avec les installations d'unités de production industrielle en cours au Bénin et l'évolution des chantiers de construction d'infrastructures.

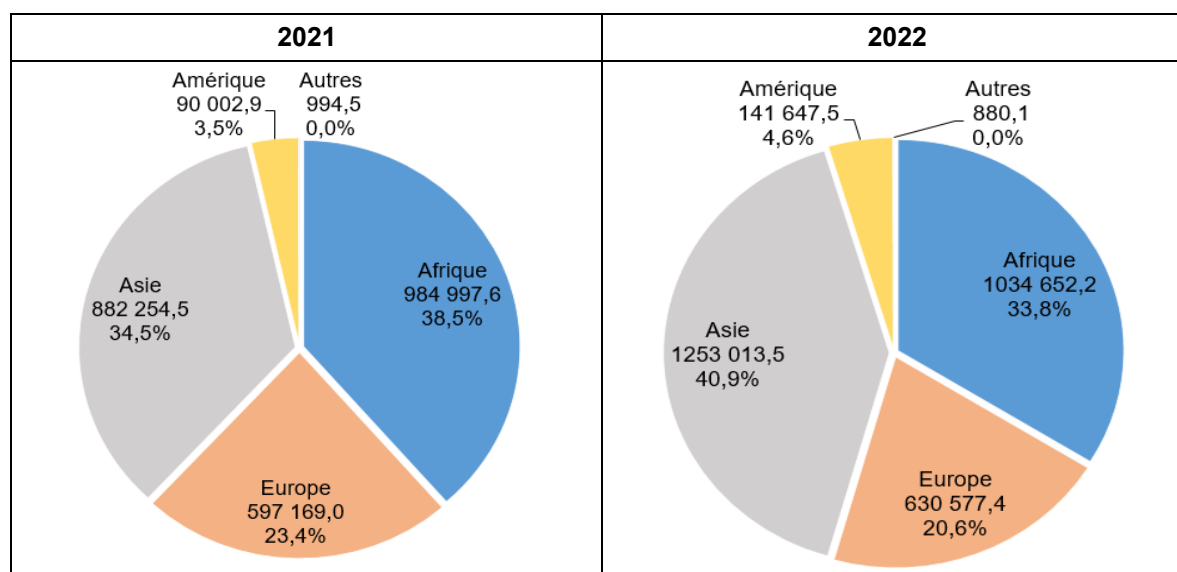
En ce qui concerne les importations de produits énergétiques, elles se sont élevées à 445.216,8 millions, en accroissement de 59,4% en variation annuelle. Elles représentent 18,7% des importations totales en 2022.

Enfin, les importations de biens intermédiaires sont en hausse de 62,5% pour atteindre 505.002,9 millions en 2022. Elles représentent 21,2% des importations officielles du Bénin. La forte hausse des importations de biens intermédiaires est à mettre en relation avec l'exécution en cours de la construction du pipeline Niger-Bénin, ainsi que les travaux de construction d'infrastructures et de démarrage d'activités industrielles dans la zone économique spéciale de Glo-Djigbé (GDIZ).

1.1.2.3. Répartition géographique des importations

Les statistiques ajustées indiquent que les principaux partenaires du Bénin à l'importation en 2022 se trouvent en Asie (40,9%), en Afrique (33,8%) et en Europe (20,6%). Les importations en provenance du continent américain représentent 4,6% des importations totales du Bénin en 2022.

Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2021 et en 2022



Source : INStAD-BCEAO (Octobre 2023)

Comparativement à l'année précédente, la part des importations en provenance de l'Asie s'est renforcée au détriment des importations venant de l'Afrique et de l'Europe. En effet, la Chine (11,1% en 2022 contre 8,8% en 2021) et la Thaïlande (3,0% en 2022 contre 2,2% en 2021) ont acquis des parts de marché au détriment du Nigeria (22,7% en 2022 contre 25,4% en 2021), du Togo (3,4% en 2022 contre 4,1% en 2021), le Sénégal (0,6% en 2022 contre 0,7% en 2021), de l'Afrique du Sud (0,4% en 2021 contre 0,6% en 2021) et du Mali (0,4% en 2022 contre 0,5% en 2021) en Afrique et de la France (6,1% en 2022 contre 8,6% en 2021) et la Belgique (2,7% en 2022 contre 3,5% en 2021) en Europe. En revanche, les Etats-Unis (3,4% en 2022 contre 2,0% en 2021) ont renforcé leurs parts de marché au Bénin.

En Afrique, les principaux pays africains fournisseurs du Bénin en 2022 sont le Nigeria (22,7%) et le Togo (3,4%).

1.2. Balance des services

La balance des services s'est dégradée de 8.985,4 millions d'une année à l'autre, en affichant un solde déficitaire de 241.558,0 millions en 2022 contre un déficit de 232.572,6 millions en 2021. Le déficit de la balance des services s'est ainsi accentué, en liaison avec l'accroissement du solde déficitaire du fret (-63.884,3 millions) quelque peu atténué par la réduction du déficit des autres services qui englobent les services de télécommunication, les services spécialisés, les services de conseil en gestion, etc. En revanche, l'excédent du poste « Voyages » s'est renforcé d'une année à l'autre.

En effet, le déficit relatif aux dépenses de fret est ressorti à 241.946,4 millions en 2022 contre 178.062,1 millions en 2021, en relation avec les cours internationaux du pétrole et l'existence d'un délai d'ajustement entre ces cours et les prix facturés dans les contrats de transport maritime. Il convient de rappeler que le calcul de la balance des paiements pour l'année 2022 repose sur le taux de fret et d'assurance estimé à partir des données disponibles sur la période 2015-2019. Ce taux est évalué à 12,2% contre 11,5% précédemment (Cf. encadré 3).

Par ailleurs, l'excédent du poste "Voyages" se renforce en lien avec la mise en oeuvre en cours par le Gouvernement du Bénin d'un programme de développement touristique, qui comprend de nombreux chantiers ouverts pour accroître l'offre touristique du pays.

De même, le solde créditeur des biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs a connu une hausse de 38.775,0 millions en 2022 pour s'établir à 58.744,2 millions en lien avec les acquisitions d'immobilisations corporelles par le Millenium Challenge Account.

Enfin, la hausse du déficit des autres services résulte des besoins liés au développement de l'économie du Bénin (travaux de construction en cours, appuis techniques et conseils de cabinets internationaux, ...).

Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2018 à 2022

(en millions de FCFA)

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Transports	-188 767,3	-175 231,0	-138 707,8	-223 889,3	-289 935,3
<i>dont fret</i>	-163 420,0	-146 506,0	-131 074,9	-178 062,1	-241 946,4
Voyages	72 963,1	85 351,4	70 627,2	92 237,2	108 575,4
Autres services	-31 637,7	-72 550,5	-92 426,4	-100 920,5	-60 198,1
Services nets	-147 441,9	-162 430,1	-160 507,0	-232 572,6	-241 558,0
Services nets/PIB (en %)	-1,9	-1,9	-1,8	-2,4	-2,2

Source : BCEAO (Octobre 2023)

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire du poste « transports » s'est creusé de 66.046,0 millions pour s'établir à 289.935,3 millions en 2022 contre 223.889,3 millions en 2021, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2018 à 2022

(en millions de FCFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
Transports	-188 767,3	-175 231,0	-138 707,8	-223 889,3	-289 935,3
Passagers	-17 468,5	-20 770,5	298,6	-9 465,3	-10 003,2
Fret	-163 420,0	-146 506,0	-131 074,9	-178 062,1	-241 946,4
Autres	-7 878,8	-7 954,5	-7 931,5	-36 361,9	-37 985,7

Source : BCEAO (Octobre 2023)

Encadré 3 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB

Selon la structure de la balance des paiements du Bénin, l'élément le plus important de la composante des services est la rubrique « fret et assurance ». Le taux de fret global, appliqué aux importations CAF, permet d'estimer le montant total du fret et de l'assurance. Toutefois, compte tenu de la dynamique qui caractérise les échanges de marchandises au plan mondial, les montants de fret et d'assurance peuvent varier d'une période à une autre en fonction des modifications de la structure des échanges, de la volatilité des coûts des facteurs (les produits pétroliers notamment). En conséquence, il est important de procéder à des révisions du taux de fret et d'assurance, afin de rester cohérent avec la dynamique du commerce international des marchandises. Dans cette perspective et conformément aux recommandations du 6^e Manuel de la balance des paiements, la Banque Centrale procède périodiquement à l'actualisation du taux de fret utilisé dans les ajustements de balance des paiements. La dernière actualisation a été opérée en 2021, pour l'élaboration de la balance des paiements de l'année 2020.

La démarche de travail adoptée s'inspire de la note méthodologique validée à l'occasion de la réunion de la Cellule de réconciliation des données des échanges extérieurs des 24 et 25 septembre 2012 à Dakar, au Sénégal. Elle consiste en un processus de trois étapes qui se déclinent comme suit :

- évaluation de la structure des importations en volume par grands groupes de produits et par zone géographique à partir des statistiques officielles de 2015 à 2019 ;
- déduction des taux de fret par grands groupes de produits et/ou par zone géographique ;
- calcul du taux de fret global de 2019 comme une moyenne pondérée du fret et de l'assurance payés sur les marchandises au cours de la période allant de 2015 à 2019 et recensés dans la base de données du commerce extérieur.

Il ressort des travaux que le taux de fret global s'élèverait en moyenne à 12,2% des importations CAF en 2019 contre 11,5% en 2018. Le fret et l'assurance représenteraient désormais respectivement 11,9% et 0,3% des importations CAF contre 11,2% et 0,3% auparavant. La hausse du taux de fret de 0,7 point de pourcentage s'explique par l'augmentation des coûts des produits pétroliers enregistrée entre fin 2015 et 2019.

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti en excédent de 108.575,4 millions en 2022 contre 92.237,2 millions un an plus tôt, en augmentation de 16.338,2 millions. La consolidation du solde excédentaire du poste « voyages » est imputable à la fois aux voyages à titre professionnel, qui ont progressé de +17.974,5 millions, et aux voyages à titre personnel dont la balance s'est contractée de +1.636,3 millions.

Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2018 à 2022

(en millions de FCFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
Voyages	72 963,1	85 351,5	70 627,2	92 237,2	108 575,4
à titre professionnel	42 330,5	53 371,2	61 821,6	72 137,3	90 111,8
à titre personnel	30 632,6	31 980,3	8 805,5	20 099,9	18 463,6

Source : BCEAO (Octobre 2023)

1.2.3. Autres services

Le déficit des autres services nets s'est réduit de 40.722,4 millions d'une année à l'autre en relation avec les besoins de l'économie. Il est ressorti à 60.198,1 millions en 2022 contre 100.920,5 millions en 2021, soit une baisse de 40,4%.

En 2022, le déficit des autres services nets est notamment imprimé par les services de télécommunications, d'informatique et d'information (-59.558,3 millions), les services de construction (-27.601,9 millions) et les autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés,...) (-28.059,1 millions). Il a été fortement atténué par les exportations nettes de "Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs" dont le solde positif est ressorti à +58.744,2 millions, ainsi que par les services financiers dont le solde positif est ressorti à +6.101,2 millions grâce au dynamisme du secteur bancaire au Bénin.

Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2018 à 2022

(en millions de FCFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-1 123,3	-3 425,0	-3 266,5	-527,3	-6 165,6
Travaux de construction	-124,8	-29 796,0	-53 287,5	-28 858,4	-27 601,9
Services financiers	67 252,9	30 373,5	23 153,8	6 070,5	6 101,2
Services d'assurance et de retraite	-5 859,4	-3 537,9	-789,0	-1 089,1	-3 658,4
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-75 927,0	-55 885,3	-63 769,3	-66 948,0	-59 558,3
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés,...)	-23 247,0	-23 395,9	-41 361,6	-30 122,2	-28 059,1
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	6 594,1	8 988,5	47 034,4	19 969,2	58 744,2
Divers autres services	796,8	4 127,6	-140,7	584,8	-0,2
Total Autres services	-31 637,7	-72 550,5	-92 426,4	-100 920,5	-60 198,1

Source : BCEAO (Octobre 2023)

1.3. Compte de revenu primaire

Le solde du compte de revenu primaire demeure déficitaire, en raison principalement des dividendes versés aux actionnaires au titre des revenus des investissements étrangers ainsi que des intérêts payés sur les titres de créance, les autres investissements et la dette publique.

Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2018 à 2022

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Rémunérations des salariés	-878,0	-1 151,2	3 906,6	6 447,7	6 259,5
Revenus des investissements	-33 417,9	-40 330,5	-99 769,8	-147 025,1	-164 264,4
<i>dont intérêts sur la dette publique</i>	-17 146,1	-27 827,4	-70 550,9	-66 789,6	-88 474,6
Autres revenus primaires	3 703,1	0,0	26 165,0	35 587,2	45 831,0
Balance du revenu primaire	-30 592,7	-41 481,7	-69 698,2	-104 990,2	-112 173,8
Balance revenu primaire / PIB (en %)	-0,4	-0,5	-0,8	-1,1	-1,0

Source : BCEAO (Octobre 2023)

En 2022, les sorties nettes de capitaux au titre du revenu primaire se sont établies à 112.173,8 millions (1,0% du PIB), en progression par rapport à l'année 2021 où elles avaient atteint 104.990,2 millions (1,1% du PIB). Cette évolution résulte notamment :

- des revenus nets versés (-113.054,9 millions) au titre des investissements directs, en relation avec la performance des entreprises bénéficiaires de flux d'investissements directs ;
- des intérêts nets reçus sur les investissements de portefeuille (+21.469,1 millions), liés aux intérêts reçus par les banques béninoises sur les titres de créance acquis sur le marché régional (+109.435,1 millions) qui excèdent les intérêts versés par l'Etat béninois sur les titres de créance émis acquis par des non-résidents, y compris les Eurobonds (+87.893,94) ;
- des intérêts nets versés sur les autres investissements (-72.678,6 millions) en liaison avec les intérêts payés sur la dette extérieure publique bilatérale et multilatérale (-43.606,0 millions) ainsi que les intérêts versés par le secteur privé sur les emprunts à l'étranger.

Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2018 à 2022

(en millions de FCFA)

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Revenus des investissements directs	-14 885,5	-11 160,6	-20 562,5	-53 252,1	-113 054,9
Dont bénéfiques réinvestis	-3 588,7	-5 205,6	-4 918,5	-26 881,9	-72 422,1
Revenus des investissements de portefeuille	825,0	11 044,8	-4 673,7	-24 937,1	21 469,1
Revenus des autres investissements	-19 357,3	-40 214,7	-74 533,6	-68 836,0	-72 678,6
Balance des revenus des investissements	-33 417,9	-40 330,5	-99 769,8	-147 025,1	-164 264,4

Source : BCEAO (Octobre 2023)

1.4. Compte de revenu secondaire

Le solde du compte de revenu secondaire maintient un profil excédentaire, en relation avec les envois de fonds des béninois résidents à l'étranger et les transferts reçus par les administrations publiques et les organismes privés dans le cadre de la coopération internationale.

Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2018 à 2022

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Administration publique	58 775,2	49 429,0	107 607,8	48 668,3	-1 390,4
<i>dont coopération internationale</i>	58 810,4	49 505,1	107 781,0	48 885,8	-1 271,1
Autres secteurs	67 477,4	77 645,2	54 986,7	76 880,8	100 351,8
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	58 800,0	77 029,3	60 736,5	66 056,2	85 730,2
Balance revenu secondaire	126 252,6	127 074,2	162 594,5	125 549,1	98 961,4
Balance revenu secondaire/PIB (en %)	1,6	1,5	1,8	1,3	0,9

Source : BCEAO (Octobre 2023)

En 2022, le solde du revenu secondaire s'est élevé à 98.961,4 millions (0,9% du PIB), contre 125.549,1 millions (1,3% du PIB) une année plus tôt, en baisse de 26.587,6 millions (-21,2%).

Cette évolution s'explique par le repli des appuis budgétaires reçus par les administrations publiques (-50.156,9 millions) quelque peu atténué par l'amélioration des envois de fonds des travailleurs (+19.674 millions).

Au titre des transferts courants, les principaux donateurs du Bénin en 2022 sont le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Union Européenne, HELVETAS et l'Organisation Mondiale de la Santé.

2. COMPTE DE CAPITAL

Le solde excédentaire du compte de capital s'est établi à 112.567,3 millions en 2022 contre 143.841,2 millions en 2021. Cette évolution résulte d'une baisse des dons projets reçus par les administrations publiques.

Le compte de capital enregistre les transferts en capital ainsi que les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (les ressources naturelles, les contrats, baux et licences, les actifs de commercialisation etc.) entre résidents et non-résidents.

En 2022 le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 112.567,3 millions (1,0% du PIB), en retrait de 31.273,9 millions par rapport à 2021 où il s'était établi à 143.841,2 millions (1,5% du PIB). Cette évolution a été imprimée principalement par la baisse des transferts en capital reçus par les administration publiques (-31.159,4 millions).

Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2018 à 2022

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Transferts en capital	109 147,7	116 301,0	100 541,9	146 682,4	115 257,3
Administration publique	70 140,7	74 849,0	64 015,9	102 751,7	71 592,3
<i>dont remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	39 007,0	41 452,0	36 526,0	43 930,7	43 665,0
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-0,5	3,1	-38,9	-2 841,2	-2 690,0
Solde du compte de capital	109 147,2	116 304,1	100 503,0	143 841,2	112 567,3
Solde du compte de capital/PIB (en %)	1,4	1,4	1,1	1,5	1,0

Source : BCEAO (Octobre 2023)

Les transferts en capital consistent essentiellement en des dons liés aux projets initiés par le Gouvernement en partenariat avec des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales, notamment dans le domaine de la bonne gouvernance, de l'agriculture, de l'adduction en eau potable, de l'accès à l'énergie et de la protection de l'enfance. Ces transferts proviennent notamment de la Banque Mondiale, de la Coopération suisse, du Programme des Nations Unies pour le Développement, de l'Agence Française de Développement et de l'Organisation Mondiale de la Santé pour divers projets en cours de mise en œuvre.

3. COMPTE FINANCIER

Le compte financier a dégagé un passif net de 548.823,8 millions en 2022 contre 860.665,3 millions en 2021.

Le compte financier, présenté selon l'optique analytique de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents. Il décrit comment le besoin ou la capacité de financement de l'économie a été couvert ou utilisée.

En 2022, le compte financier⁷ a enregistré des entrées nettes de capitaux de 548.823,8 millions contre 860.665,3 millions en 2021. Cette diminution d'une année à l'autre des flux financiers nets reçus résulte d'un recul des mobilisations de ressources au titre des investissements de portefeuille (-326.813,8 millions) et des autres investissements (-22.134,7 millions) en dépit de la hausse des entrées de ressources au titre des investissements directs (+37.107,0 millions).

Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2018 à 2022

(en millions de FCFA)

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Investissements directs	-102 370,5	-111 950,8	-87 576,1	-168 092,3	-205 199,3
Investissements de portefeuille	53 967,2	-125 030,9	-76 436,5	-503 763,7	-176 949,9
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-396 369,0	-25 607,8	-197 743,8	-188 809,4	-166 674,6
Solde du compte financier	-444 772,3	-262 589,5	-361 756,4	-860 665,3	-548 823,8
Solde du compte financier/PIB	-5,6	-3,1	-4,0	-8,8	-5,1

Source : BCEAO (Octobre 2023)

3.1. Investissements directs

Les entrées nettes d'investissements directs se sont établies à 205.199,3 millions en 2022 contre 168.092,3 millions en 2021, en augmentation de +37.107,0 millions. Cette progression est obtenue sous l'effet conjugué des entrées de ressources utilisées pour la construction du Pipeline Export Niger-Bénin, de l'installation de nouveaux investisseurs étrangers dans la Zone industrielle Spéciale de Glo-Djigbé, du renforcement des fonds propres des banques, ainsi qu'aux performances enregistrées dans les secteurs de l'économie. Les flux nets d'investissements directs en 2022 sont constitués de fonds propres (13.549,7 millions) et d'instruments de dette (191.649,6 millions).

Les principaux secteurs bénéficiaires des investissements directs sont les « Transports et entreposage » (90,4%), l' « Intermédiation financière, assurance et retraite » (18,3%), l' « Industrie manufacturière » (10,9%), la « Communication » (4,1%), la « Construction » (3,7%) et l' « Immobilier, location et autres services aux entreprises » (2,4%). En revanche, les flux nets d'investissements directs se sont inscrits en recul dans le secteur du « Commerce de

⁷ Compilé suivant l'optique BCEAO.

gros et de détail » (-33,9%).

La Chine (91,8%), le Togo (17,1%), le Liban (5,9%), le Burkina Faso (4,2%), l'Inde (3,4%), le Maroc (3,3%), le Brésil (3,2%), le Congo (3,2%) et la Suisse (3,1%) sont les principaux pourvoyeurs des flux d'investissements directs nets au Bénin en 2022 (Cf. annexe 4).

3.2. Investissements de portefeuille

Les flux financiers nets reçus au titre des investissements de portefeuille sont évalués à 176.949,9 millions en 2022 contre 503.763,7 millions une année plus tôt. Cette évolution s'explique notamment par les émissions de titres réalisées par l'Administration publique, qui se sont traduites vis-à-vis des investisseurs non-résidents par une mobilisation nette par le canal des obligations (+160.354,6 millions en 2022 contre +532.281,2 millions en 2021) et des bons de trésor (+17.000 millions en 2022 contre -5.044,0 millions en 2021).

3.3. Autres investissements

Les autres investissements nets se sont soldés par un passif net de 166.674,6 millions en 2022 contre 188.809,4 millions une année plus tôt, en diminution de +22.134,7 millions. Cette évolution est notamment imprimée par les mobilisations réalisées par l'Administration Centrale auprès de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux.

En effet, les tirages de l'Administration Centrale sont ressorties à 305.571,6 millions en 2022 contre 182.513,0 millions en 2021, en accroissement de 67,4%. Les ressources ont été mobilisées principalement auprès de la Banque Mondiale (+73.478,1 millions), de l'Agence Française de Développement (+42.243,0 millions), de la Banque Islamique de Développement (+41.586,5 millions), de la Banque Africaine de Développement (+19.042,0), du Brésil (+17.491,6 millions), de la Banque Ouest Africaine de Développement (+15.110,0 millions), du Fonds OPEP pour le Développement International (8.502,7 millions), du Fonds International de Développement Agricole (2.851,8 millions) et de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (2.397,5 millions). Elles ont été affectées au financement de projets et programmes de développement dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'eau, de l'éducation, du Tourisme et de l'agriculture.

En ce qui concerne les autres secteurs, les transactions enregistrées au titre des autres investissements se sont traduites par des avoirs nets de 138.897,0 millions vis-à-vis des non-résidents. Ces avoirs sont constitués de numéraires et dépôts (12.641,7 millions) et de crédits commerciaux et avances accordés aux non-résidents (148.601,1 millions). En revanche, les autres secteurs ont accru leurs engagements vis-à-vis des prêteurs non-résidents (30.795,5 millions).

4. CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2022, les transactions économiques se sont soldées par un excédent des avoirs extérieurs nets des Institutions Monétaires de 9.653,2 millions après un excédent de 597.462,3 millions enregistrés en 2021. Cette évolution porte l'empreinte de la baisse des mobilisations de ressources extérieures.

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire.

Ainsi, une variation négative des actifs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des actifs extérieurs nets traduit un excédent.

4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont en recul de 315.686,8 millions entre 2021 et 2022 pour ressortir à -171.558,0 millions, en liaison avec la baisse des avoirs (-148.374,6 millions) et l'augmentation des engagements (+167.312,1 millions).

Au total, l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale se présente comme suit.

Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2018 à 2022

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
AVOIRS	592 651,8	600 119,0	850 080,6	962 638,3	814 263,7
Position de réserve	14 782,9	13 105,8	5 173,6	20 899,9	10 139,4
DTS détenus	60 973,9	59 954,9	222 404,3	328 299,7	324 776,5
Avoirs en devises	516 895,0	527 058,3	622 502,7	613 438,7	479 347,8
ENGAGEMENTS	169 482,0	286 055,3	589 785,0	818 509,5	985 821,6
Recours au crédit du FMI	108 387,6	106 576,4	257 343,1	261 251,5	436 855,0
Allocation de DTS	47 965,8	47 164,3	45 946,4	144 346,0	146 145,8
Banques et Institutions étrangères	13 128,6	132 314,6	286 495,5	412 911,9	402 820,8
Autres engagements en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres dépôts étrangers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts à exécuter	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AVOIRS EXTERIEURS NETS (1)	423 169,8	314 063,7	260 295,6	144 128,8	-171 558,0

Source : BCEAO (Octobre 2023)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagements nets

La diminution des avoirs en 2022 provient de la baisse des droits de tirages spéciaux détenus (-3.523,2 millions), de la position de réserve au FMI (-10.760,5 millions) et surtout des autres actifs extérieurs (-134.090,9 millions). Quant aux engagements, ils sont ressortis en

progression de 167.312,1 millions en 2022, en relation avec l'augmentation des recours au crédit du FMI (+175.603,5 millions), des allocations de DTS obtenue (+1.799,8 millions) et de la réduction des engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères (-10.091,1 millions).

4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des institutions de dépôts autres que la Banque Centrale, constituées des banques, s'est consolidée de 325.340,0 millions, en passant de 1.993.098,0 millions en 2021 à 2.318.438,0 millions en 2022. Les avoirs des banques locales sont essentiellement placés dans les autres Etats de l'Union, à travers l'acquisition des titres sur le marché régional.

Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires

(en millions de FCFA)

POSTES	2018	2019	2020	2021	2022
AVOIRS	1 165 528,0	1 282 838,0	1 584 932,0	2 340 618,0	2 677 588,0
Banques	1 165 528,0	1 282 838,0	1 584 932,0	2 340 618,0	2 677 588,0
Autres institutions monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS	404 386,0	364 158,0	305 463,0	347 520,0	359 150,0
Banques	404 386,0	364 158,0	305 463,0	347 520,0	359 150,0
Autres institutions monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE (1)	761 142,0	918 680,0	1 279 469,0	1 993 098,0	2 318 438,0

Source : BCEAO (Octobre 2023)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagements nets

4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires

Au total, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont ressortis excédentaires de 9.653,2 millions en 2022 contre un excédent de 597.462,3 millions en 2021. Cette évolution à la baisse porte l'empreinte du repli des mobilisations de ressources extérieures réalisées par l'Administration publique. L'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets totaux se présente comme suit.

Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
1. Variation des AEN du secteur bancaire	25 539,2	-157 538,0	-360 789,0	-713 629,0	-325 340,0
2. Variation des AEN de la Banque Centrale	-219 618,0	109 106,1	53 768,1	116 166,7	315 686,8
Solde monétaire (1+2) (a)	-194 078,8	-48 431,9	-307 020,9	-597 462,3	-9 653,2
Contrepartie de réévaluations (b)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde économique (a+b)	-194 078,8	-48 431,9	-307 020,9	-597 462,3	-9 653,2

Source : BCEAO (Octobre 2023)

Par convention : Signe (+) = Variation négative ; Signe (-) = Variation positive

5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

L'année 2022 a été marquée par une progression de 16,5% du passif net de la Position Extérieure Globale, ressortie à 4.139.644,2 millions contre 3.552.586,3 millions, un an plus tôt.

La Position Extérieure Globale (PEG) est un état de patrimoine qui retrace, de manière aussi exhaustive que possible, le stock des actifs financiers et des engagements des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents. Au 31 décembre 2022, la Position Extérieure Globale du Bénin dégage un passif net de 4.139.644,2 millions contre 3.552.586,3 millions au 31 décembre 2021. Cette évolution reflète une augmentation des engagements extérieurs plus forte, comparativement aux actifs financiers extérieurs, consécutive à une hausse des tirages de ressources extérieures, des investissements directs et des investissements de portefeuille.

Tableau 18 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin

(en millions de FCFA)

Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	4 025 060,2	6 259,6	4 410 278,4
Investissements directs	321 535,5	38,0	350 582,3
Investissements de portefeuille	1 976 455,5	4 362,0	2 217 657,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	764 430,9	32,0	1 027 775,4
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	192 804,5	0,0	199 576,2
Prêts	377 667,5	0,0	502 216,2
Régime d'assurance, de pension et de garantie	65,0	0,0	115,0
Crédits commerciaux	166 205,2	32,0	318 861,0
Autres comptes à payer/à recevoir	27 688,7	0,0	7 006,9
Avoirs de réserve	962 638,3	1 827,6	814 263,7
Or monétaire	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	328 299,7	3 999,6	324 776,5
Position de réserve au FMI	20 899,9	-2 172,0	10 139,4
Autres avoirs de réserve	613 438,7	0,0	479 347,8
Stocks de passifs financiers (B)	7 577 646,4	43 724,8	8 549 922,6
Investissements directs	2 024 996,7	2 415,0	2 261 619,8
Investissements de portefeuille	1 599 053,0	0,0	1 776 730,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	3 953 596,8	41 309,8	4 511 572,0
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	301 347,0	13 175,0	295 488,0
Prêts	3 057 322,6	25 857,0	3 578 582,0
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	114 962,9	478,0	132 940,8
Autres comptes à payer/à recevoir	335 618,3	0,0	358 415,4
Droits de tirage spéciaux	144 346,0	1 799,8	146 145,8
Position extérieure globale (A) - (B)	-3 552 586,3	-37 465,2	-4 139 644,2

Source : BCEAO (Octobre 2023)

5.1. Variation de la Position Extérieure Globale

Durant l'année 2022, les avoirs des résidents vis-à-vis des non résidents se sont consolidés (+9,6%) et leurs engagements se sont accrus (+12,8%), situant le passif net à 4.139.644,2 millions à fin décembre 2022 contre 3.552.586,3 millions une année plus tôt.

Ainsi, à l'actif le stock s'est établi à 4.410.278,4 millions au 31 décembre 2022 contre 4.025.060,2 millions une année plus tôt, en liaison notamment avec la progression des crédits commerciaux et avances (+91,8%), des prêts (+33,0%), des investissements de portefeuille (+12,2%), des investissements directs (+9,0%) et de la baisse des avoirs de réserve (-15,4%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume se chiffrent à 6.259,6 millions.

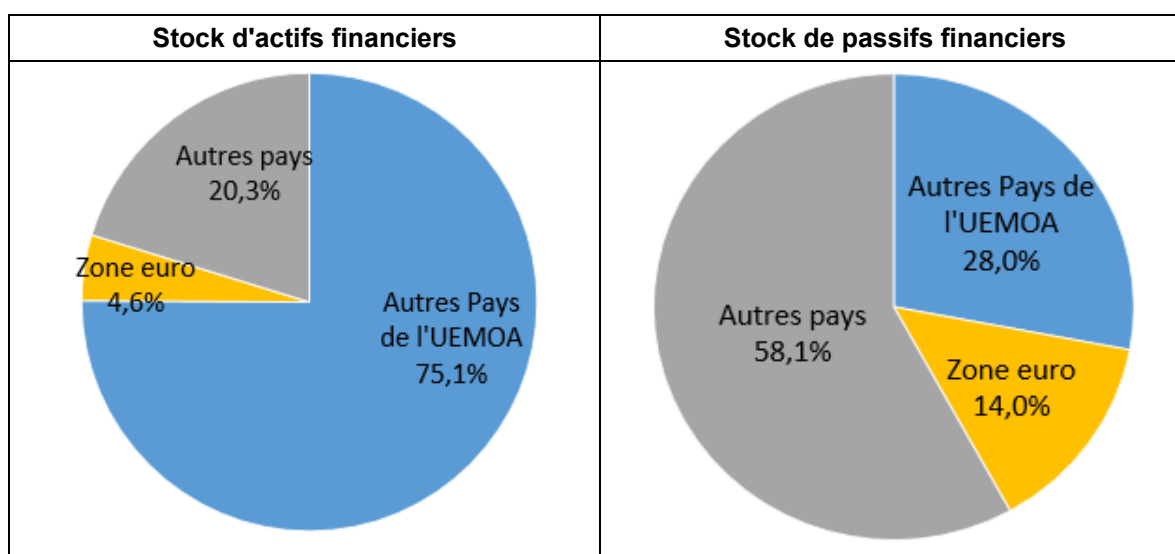
Au passif, l'encours des engagements est ressorti à 8.549.922,6 millions à fin 2022 contre 7.577.646,4 millions un an plus tôt. Son accroissement, de l'ordre de 12,8%, est principalement porté par les emprunts extérieurs (+17,0%), les investissements directs (+11,7%), les investissements de portefeuille (+11,1%) et la baisse des dépôts (-1,9%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume sont évalués à 43.724,8 millions. Ils sont essentiellement liés aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et sur les droits de tirage spéciaux.

5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des autres pays de l'UEMOA à hauteur de 75,1%. Ces actifs sont détenus sous forme d'investissements de portefeuille (50,3%), notamment les titres publics acquis sur le marché régional de la dette publique. Ils sont également constitués d'avoirs de réserve (18,5%) et de prêts (11,4%).

Les engagements financiers sont contractés à la fois auprès des autres pays (58,1%), des pays de l'UEMOA (28,0%) et de la Zone euro (14,0%). Ils se composent d'emprunts (41,9%), d'investissements directs (26,5%) et d'investissements de portefeuille (20,8%).

Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2022



Source : BCEAO (Octobre 2023)

6. DETTE EXTERIEURE BRUTE TOTALE

L'année 2022 a été marquée par une augmentation de la dette extérieure brute totale, ressortie à 7.669.493,6 millions contre 6.761.548,2 millions, un an plus tôt.

La dette extérieure brute⁹ est égale, à toute date donnée, à la position des passifs courants effectifs, non conditionnels, qui comportent l'obligation pour le débiteur d'effectuer un ou plusieurs paiements en remboursement du principal et/ou de verser des intérêts à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des non résidents par des résidents d'une économie.

6.1. Encours de la dette extérieure brute totale

Au 31 décembre 2022, la dette extérieure brute du Bénin se chiffre à 7.683.809,8 millions contre 6.761.548,2 millions au 31 décembre 2021, en hausse de 922.261,6 millions soit +13,6% en variation relative. En termes de maturité, la dette de court terme représente 11,6% contre 88,4% pour la dette de long terme. La dette extérieure a été contractée par le secteur public (Administration publique et Banque Centrale) à hauteur de 67,7% contre 32,3% pour le secteur privé (y compris les autres institutions de dépôt). La dette extérieure brute totale du secteur public est essentiellement de long terme.

Rapporté au produit intérieur brut, la dette extérieure brute totale représente 70,8% à fin décembre 2022 contre 68,9% à fin décembre 2021. Ce niveau traduit un endettement modéré des résidents du Bénin vis-à-vis des non résidents à fin décembre 2022.

Tableau 19 : Evolution de la dette extérieure brute du Bénin

(en millions de FCFA)

	2018	2019	2020	2021	2022	Proportion** (%)	Poids dans la dette** totale (%)
Dette extérieure du secteur public*	2 292 246,0	2 735 566,5	3 714 581,7	4 848 139,1	5 501 388,8	100,0	67,7
Court terme	119 418,6	142 206,6	291 539,5	412 911,9	419 820,8	7,6	4,8
Long terme	2 172 827,5	2 593 359,9	3 423 042,2	4 435 227,2	5 081 568,0	92,4	62,8
Dette extérieure du secteur privé non garantie par le secteur public	1 412 740,9	1 563 195,5	1 608 401,8	1 913 409,1	2 182 421,0	100,0	32,3
Court terme	340 155,6	283 720,0	280 858,5	454 909,0	512 305,3	23,5	6,8
Long terme	1 072 585,3	1 279 475,5	1 327 543,3	1 458 500,2	1 670 115,6	76,5	25,6
Position de la dette extérieure brute	3 704 986,9	4 298 761,9	5 322 983,5	6 761 548,2	7 683 809,8	100,0	100,0
Court terme	459 574,2	425 926,6	572 398,1	867 820,9	932 126,1	12,1	11,6
Long terme	3 245 412,8	3 872 835,3	4 750 585,4	5 893 727,4	6 751 683,7	87,9	88,4
PIB nominal	7 922 004,1	8 432 247,5	9 008 810,0	9 809 694,0	10 854 508,1		
Poids de la dette extérieure publique (en % du PIB)	28,2	30,3	37,5	43,7	45,6		
Poids de la dette extérieure brute totale (en % du PIB)	46,8	51,0	59,1	68,9	70,8		

Source : BCEAO (Octobre 2023) *y compris la dette de la Banque Centrale ** Moyenne sur la période 2018-2022

⁹ L'évaluation de la dette extérieure brute totale s'explique par la nécessité pour les décideurs, les marchés financiers et autres utilisateurs de statistiques de disposer d'informations complètes, fiables et comparables à l'échelle internationale. Les engagements au titre de la dette extérieure étant assortis d'une obligation de paiements ultérieurs, ils peuvent créer des situations qui rendent une économie vulnérable à des problèmes d'insolvabilité et de liquidité. En outre, l'expérience montre que la vulnérabilité extérieure peut avoir des répercussions économiques généralisées, et pas seulement sur l'économie initialement touchée, d'où la nécessité de quantifier et d'assurer un suivi de l'endettement extérieur (Cf. manuel méthodologique du Fonds Monétaire International).

Enfin, il convient de rappeler qu'il existe une différence méthodologique de comptabilisation de la dette extérieure entre l'approche recommandée par le Fonds Monétaire International (**basée sur la résidence du prêteur**), mise en œuvre pour le calcul des statistiques analysées dans ce rapport, et la méthodologie utilisée par la Caisse Autonome de Gestion de la Dette (**basée sur la monnaie**). A titre d'exemple, les prêts libellés en francs CFA obtenus par le Gouvernement du Bénin auprès de la BOAD sont classés par la Caisse Autonome de Gestion de la Dette comme une dette publique intérieure contrairement à la méthodologie du FMI qui considère qu'il s'agit d'une dette publique extérieure.

6.2. Composition de la dette extérieure brute totale

La composition par terme et par instrument financier est analysée suivant la nature institutionnelle du débiteur. Les données détaillées sont retracées à l'annexe 9 du document.

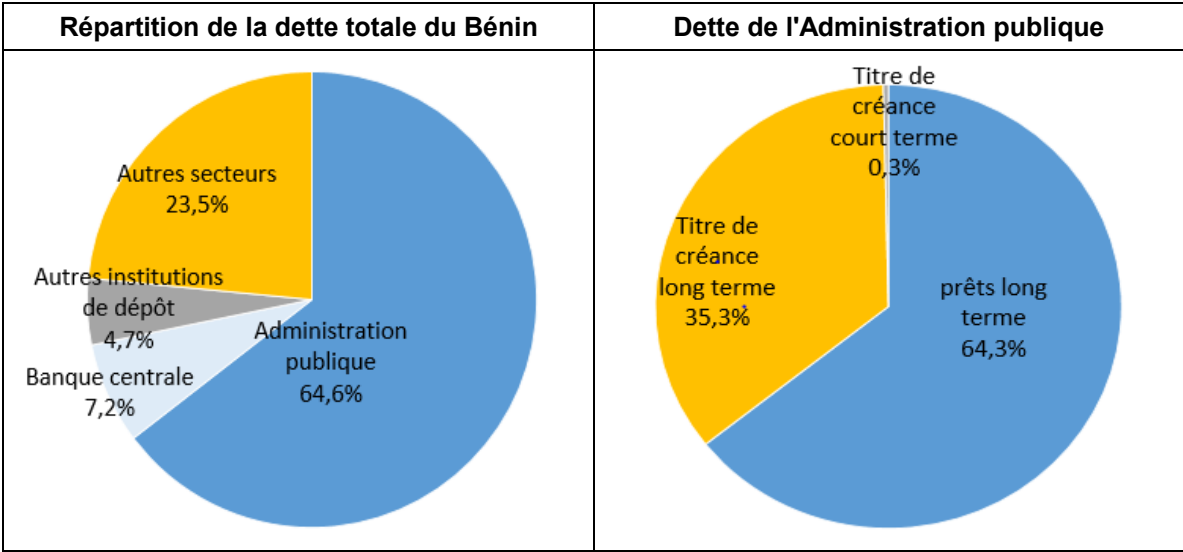
En ce qui concerne l'Administration publique, la dette extérieure brute est essentiellement constituée de prêts (64,3% du total de l'Administration publique) et de titre de créance (35,3%) de long terme. Les graphiques ci-dessous indiquent le poids de l'Administration publique dans la dette totale. La dette extérieure brute de l'Administration publique représente 45,6% du produit intérieur brut à fin décembre 2022 contre 43,7% à fin décembre 2021.

Quant à la Banque Centrale, sa dette porte sur des droits de tirages spéciaux (26,6% du total de la dette de la Banque Centrale), qui sont un instrument de long terme, des numéraires et dépôts (11,4%) et d'autres passifs sous forme de dette (62,0%) à court terme.

Les autres institutions de dépôt ont davantage des engagements à court terme. Leur dette extérieure est constituée de numéraire et dépôts (50,6%) et de prêts (26,7%) pour le court terme. En ce qui concerne le long terme, la dette est contractée principalement sous forme de numéraires et dépôts (14,2%) et de prêts(4,4%).

Les autres secteurs se sont endettés vis-à-vis des non résidents par le canal des emprunts (28,2%) et des crédits commerciaux (24,2%) à court terme. A long terme leur dette est constituée principalement d'emprunts (39,0%). Quant aux prêts interentreprises au titre des investissements directs, ils représentent 18,3% du total de la dette extérieure brute du Bénin et sont composés pour l'essentiel de passifs sous forme de dette des entreprises d'investissement direct envers les investisseurs directs.

Graphique 11 : Poids de l'Administration publique dans la dette extérieure brute totale du Bénin



Source : BCEAO (Octobre 2023)

CONCLUSION

Au total, les échanges extérieurs du Bénin ont connu une évolution en cohérence avec le contexte international, marqué par de fortes poussées inflationnistes et un net ralentissement de la reprise amorcée en 2021. Les estimations des services officiels situent le taux de croissance économique à 6,3% en 2022 contre une réalisation de 7,2% une année plus tôt.

Les échanges extérieurs au cours de l'année 2022 se sont traduits par un excédent du solde global de la balance des paiements de 12.708,3 millions, à la suite de celui enregistré au titre de l'année 2021 (+599.906,8 millions). Cette évolution traduit essentiellement un excès de couverture du déficit des transactions courantes par les entrées de flux financiers enregistrées dans le compte financier.

Le déficit structurel du solde des transactions courantes, rapporté au PIB, s'est renforcé en ressortant à 6,0% en 2022 contre 4,2% en 2021, en relation principalement avec la détérioration de la balance des biens et services qui s'est creusé de +49,1% et un recul du solde excédentaire du revenu secondaire (-21,2%) sous l'effet de la diminution des aides-programmes reçues par les Administrations Publiques.

La balance commerciale a été marquée par une progression des importations de biens (+22,5%) plus forte que celle des exportations (14,7%) et une accentuation modérée du déficit de la balance des services (+3,9%). Cette évolution a été induite par l'augmentation des achats de biens intermédiaires et de produits énergétiques dans le cadre de l'exécution des grands projets d'investissements publics et privés (installation des entreprises au sein de la Zone industrielle spéciale de Glo-Djigbé, construction du Pipeline Niger-Bénin). En ce qui concerne le solde du revenu primaire, il s'est creusé de 6,8% en 2022 pour s'établir à -112.173,8 millions, en lien notamment avec la progression des revenus nets payés aux non-résidents au titre des revenus des investissements (+17.239,3 millions).

Au niveau des flux financiers, les entrées nettes de capitaux s'établissent à 5,1% du PIB contre 8,8% en 2021, principalement sous l'effet du reflux des émissions de titres de créance par les administrations publiques (-66,4%) quelque peu atténué par l'amélioration des tirages publics effectués au titre des autres investissements (+67,4%) et des investissements directs étrangers nets reçus. Les entrées nettes d'investissements directs sont ressorties à 205.199,3 (1,9 % du PIB) millions, en progression de 22,1% par rapport à 2021 où ils s'étaient établis à 168.092,3 millions (1,7% du PIB).

Afin de contenir l'aggravation du déficit structurel du compte courant et de renforcer les entrées de ressources au niveau du compte financier, les actions de politique économique ci-après sont recommandées. Il s'agit notamment :

A l'endroit du Gouvernement

- intensifier la mise en œuvre du programme d'industrialisation du Bénin, en particulier dans les domaines de l'agro-alimentaire et du textile en vue de la transformation des produits de base autrefois exportés à l'état brut et l'élargissement de la base des exportations ;
- poursuivre les réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires, notamment en créant les conditions pour une mise en œuvre satisfaisante des nouveaux projets portés par les investisseurs privés nationaux et étrangers ;
- poursuivre la mise en place des politiques visant à promouvoir les industries culturelles

et touristiques, à travers le renforcement de l'attractivité des sites touristiques et l'amélioration de la qualité des œuvres artistiques et culturelles;

- poursuivre le renforcement de la gestion de la dette, en continuant de viser la réduction du coût et des risques de change dans la stratégie d'endettement.

A l'endroit du secteur privé

- se positionner sur les opportunités offertes par le Gouvernement, en investissant notamment dans la zone industrielle spéciale de Glo-Djigbé ;
- encaisser et rapatrier les recettes d'exportation conformément aux dispositions du Règlement des relations financières extérieures.

Encadré 4 : Principales initiatives publiques en rapport avec les recommandations des rapports antérieurs

Cet encadré retrace les principales actions initiées par le Gouvernement en lien avec les recommandations formulées dans les précédents rapports de présentation des statistiques des comptes extérieurs du Bénin.

1. Diversification agricole

Dans l'objectif d'impulser la diversification agricole, le Gouvernement conduit le projet d'appui à la diversification agricole (33,8 milliards de francs CFA) destiné à renforcer la production de l'ananas, de l'anacarde, du riz et du maïs, le projet de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (13,5 milliards de francs CFA), le projet d'appui aux infrastructures agricoles dans la vallée de l'Ouémé (37,74 milliards de francs CFA) et le projet d'appui au développement de la chaîne de valeur du karité (3,5 milliards de francs CFA).

2. Renforcement de l'environnement des affaires

Un nouveau dispositif de promotion des investissements a été mis en place depuis 2017 et permet la rationalisation du cadre institutionnel et réglementaire de promotion des investissements au Bénin. Au plan stratégique, un Comité interministériel de promotion des investissements a été créé pour améliorer la concertation gouvernementale sur les questions liées au climat des affaires et apporter des réponses coordonnées aux besoins et attentes exprimées par les investisseurs. Au plan opérationnel, l'Agence pour la promotion des investissements et des exportations (APIEX) a fait l'objet d'une restructuration pour devenir la porte unique d'entrée des investisseurs et la vitrine de la promotion des investissements et des exportations au Bénin. L'APIEX est devenue ainsi : (i) le guichet unique pour la création d'entreprise, qui a permis de raccourcir le délais de création d'entreprise à trois heures ; (ii) l'organe technique en charge de l'étude des demandes d'agrément au Code des investissements ; (iii) le secrétariat exécutif de la Cellule d'Appui au PPP ; (iv) le point focal pour la mise en œuvre des réformes Doing Business ; (v) l'autorité administrative des zones économiques spéciales ; et (vi) le centre d'informations et de facilitation des exportations.

Dans le domaine du foncier, les mesures ont permis d'aboutir à la prise de la loi modificative n°2017-15 du 10 août 2017. Cette nouvelle loi permet de raccourcir les délais d'obtention des titres de propriété et, dans le cas des investisseurs étrangers, lever les contraintes d'acquisition d'actifs immobiliers. L'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) a réalisé un certain nombre d'actions concernant la mise en ligne du cadastre de Cotonou ; la mise en place de casiers pour les notaires (qui permet à ces derniers de voir l'état d'avancement de leur demande) et la fixation des délais de délivrance des actes des transferts de propriété. Par ailleurs, l'Assemblée nationale a adopté, le 4 octobre 2022, la loi n°2022-16 portant création de la Cour spéciale des affaires foncières. Le texte vise à favoriser l'accès à une justice plus professionnelle, plus équitable et plus crédible dans le domaine foncier.

3. Recours au Partenariat public-privé

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets de construction d'infrastructures inscrits dans son Programme d'Actions, le Gouvernement a opté pour un partenariat public-privé (PPP) avec des sociétés privées de construction. Sa mise en œuvre repose sur le cadre juridique et réglementaire des PPP défini par la loi n°2016-24 du 28 juin 2017 et les décrets d'application pris par le Gouvernement. L'opérationnalisation du cadre institutionnel, grâce notamment à l'assistance technique de la Banque mondiale, est effectif. L'analyse des options de financements des projets du PAG a permis de mettre en place un catalogue de projets PPP. En accord avec les meilleures pratiques à l'international, le Gouvernement veille à ce que : (i) les investissements liés aux PPP soient intégrés dans les documents budgétaires et les statistiques de finances publiques ; et (ii) les passifs relatifs aux PPP soient évalués et annexés dans la loi de finance. Les risques budgétaires liés à ces projets PPP sont analysés par une unité de gestion des risques budgétaires créée au Ministère de l'Economie et des Finances.

4. Reprofilage de la dette publique

Dans le cadre de la gestion de la dette publique, une opération de reprofilage a été initiée par le Gouvernement. Elle a permis de financer le rachat de certains crédits de court terme contractés auprès de créanciers locaux à des coûts élevés par des emprunts à long terme obtenus auprès de créanciers internationaux à des taux d'intérêt plus favorables.

ANNEXES

Annexe 1 : Balance des paiements 2022, optique BCEAO

Annexe 2 : Balance des paiements 2022 en termes de transactions, présentation standard

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2022

Annexe 4 : Répartition des IDE reçus par secteurs d'activités (flux nets) en 2022

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2022

Annexe 6 : Evolution des exportations de biens

Annexe 7 : Evolution des importations de biens

Annexe 8 : Ventilation géographique de la PEG en 2022

Annexe 1 : Balance des Paiements 2022 (optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	3 025 455,8	3 676 824,8	-651 369,0
011000_1_B_N_N_E	. - - Biens et services	2 660 592,4	3 298 749,0	-638 156,6
110000_1_B_N_N_E	. - - - - Biens	2 316 657,2	2 713 255,8	-396 598,6
111000_1_B_N_N_E	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	2 313 789,2	2 713 255,8	-399 466,6
11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Dont : Réexportations	1 166 601,0	0,0	1 166 601,0
112000_1_B_N_N_E	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	56,0	0,0	56,0
113000_1_B_N_N_E	. - - - - - Or non monétaire	2 812,0	0,0	2 812,0
120000_1_B_N_N_E	. - - - - Services	343 935,2	585 493,2	-241 558,0
123000_1_B_N_N_E	. - - - - - Transport	104 078,6	394 013,9	-289 935,3
12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Fret	102 055,6	344 002,0	-241 946,4
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyages	149 870,7	41 295,3	108 575,4
12E000_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services	89 985,9	150 184,0	-60 198,1
130000_1_B_N_AL_E	. - - Revenu primaire, dont	195 050,6	307 224,4	-112 173,8
131000_1_B_N_AL_E	. - - - - Rémunération des salariés	14 097,9	7 838,4	6 259,5
300000_3_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements	124 152,7	288 417,0	-164 264,4
140000_2_B_AL_AL_E	. - - Revenu secondaire	169 812,9	70 851,5	98 961,4
140000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	3 761,9	5 152,3	-1 390,4
144000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	3 761,9	5 033,0	-1 271,1
140000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	166 051,0	65 699,2	100 351,8
146000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	141 884,4	56 154,2	85 730,2
14600z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - - Envois de fonds des travailleurs	141 884,4	56 154,2	85 730,2
147000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts courants	24 166,6	9 545,0	14 621,6
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	119 123,3	6 556,0	112 567,3
210000_2_B_AL_AL_E	. - - Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	2 690,0	-2 690,0
220000_2_B_AL_AL_E	. - - Transferts de capital	119 123,3	3 866,0	115 257,3
220000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administration publique	71 592,3	0,0	71 592,3
221000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Autres transferts de capital	71 592,3	0,0	71 592,3
220000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	47 531,0	3 866,0	43 665,0
221000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts de capital	47 531,0	3 866,0	43 665,0
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	192 190,8	741 014,6	-548 823,8
310000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissement direct	29 008,8	234 208,1	-205 199,3
311000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	20 744,5	34 294,2	-13 549,7
312000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Instruments de dette	8 264,3	199 913,9	-191 649,6

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
320000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissements de portefeuille	286,5	177 236,4	-176 949,9
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	45,7	-118,2	163,9
322000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de créance	240,9	177 354,6	-177 113,8
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	162 895,5	329 570,1	-166 674,6
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
348000_4_AL_AL_E	Autres titres de créance (ATC)	162 895,5	329 570,1	-166 674,6
348000_4_GG_AL_E	-- ATC Administrations publiques	0,0	305 571,6	-305 571,6
348000_4_OS_AL_E	-- ATC Autres secteurs	162 895,5	23 998,5	138 897,0
348000_4_FC_AL_E	---- ATC Autres sociétés financières	3 759,3	1 883,9	1 875,4
348000_4_NC_AL_E	---- ATC Sociétés non financières	159 136,2	22 114,6	137 021,5
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-2 765 620,5	-2 768 306,7	2 686,3
6000000_1_B_N_N_E	Solde global	186 767,8	174 059,4	12 708,3
	Réévaluations et autres flux non transactionnels	1 827,6	4 882,7	-3 055,1
349000_4_AL_AL_E	Avoirs et engagements extérieurs	-188 595,4	-178 942,1	-9 653,2
349000_4_CB_AL_E	-- Avoirs et engagements de la BCEAO	148 374,6	-167 312,1	315 686,8
349000_4_DT_AL_E	-- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	-336 970,0	-11 630,0	-325 340,0

Source : BCEAO (Octobre 2023)

Annexe 2 : Balance des paiements 2022 en termes de transactions (Présentation standard)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	3 025 455,8	3 676 824,8	-651 369,0
011000_1_B_N_N_E	. - - Biens et services	2 660 592,4	3 298 749,0	-638 156,6
110000_1_B_N_N_E	. - - - - Biens	2 316 657,2	2 713 255,8	-396 598,6
111000_1_B_N_N_E	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	2 313 789,2	2 713 255,8	-399 466,6
11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Dont : Réexportations	1 166 601,0	0,0	1 166 601,0
112000_1_B_N_N_E	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	56,0	0,0	56,0
112100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0
112200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	56,0	0,0	56,0
113000_1_B_N_N_E	. - - - - - Or non monétaire	2 812,0	0,0	2 812,0
120000_1_B_N_N_E	. - - - - Services	343 935,2	585 493,2	-241 558,0
121000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0
121100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation, Biens reçus pour transformation	0,0	0,0	0,0
121200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation , Biens reçus après transformation)	0,0	0,0	0,0
122000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	7,0	6 172,6	-6 165,6
123000_1_B_N_N_E	. - - - - - Transport	104 078,6	394 013,9	-289 935,3
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Pour tous les modes de transports	104 078,6	393 993,9	-289 915,3
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	1 748,0	11 751,2	-10 003,2
123110_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	102 055,6	344 002,0	-241 946,4
123120_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	275,0	38 240,7	-37 965,7
123130_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Transports maritimes	0,0	274 366,0	-274 366,0
123200_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	0,0	0,0	0,0
123210_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12321z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	0,0	274 366,0	-274 366,0
123220_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	0,0	0,0	0,0
123230_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Transports aériens	275,0	81 038,0	-80 763,0
123300_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	0,0	11 402,0	-11 402,0
123310_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12331z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	0,0	69 636,0	-69 636,0
123320_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	275,0	0,0	275,0
123330_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres modes de transport	103 803,6	38 589,9	65 213,7
123400_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	1 748,0	349,2	1 398,8
123410_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12341z_1_B_N_N_E	. - - - - - Fret	102 055,6	0,0	102 055,6
123420_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	0,0	38 240,7	-38 240,7
123430_1_B_N_N_E	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0,0	20,0	-20,0
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyages	149 870,7	41 295,3	108 575,4
124100_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre professionnel	93 481,0	3 369,3	90 111,8
124110_1_B_N_N_E	. - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
124120_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	93 481,0	3 369,3	90 111,8
124200_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre personnel	56 389,7	37 926,1	18 463,6
124210_1_B_N_N_E	. - - - - - Santé	0,0	1 422,8	-1 422,8
124220_1_B_N_N_E	. - - - - - Éducation	0,0	15 123,8	-15 123,8
124230_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	56 389,7	21 379,5	35 010,2
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	13 545,7	0,0	13 545,7
124011_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens	0,0	0,0	0,0
124021_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
124031_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'hébergement	13 545,7	0,0	13 545,7
124041_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de restauration	0,0	0,0	0,0
124051_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services	0,0	0,0	0,0
124z51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de santé	0,0	0,0	0,0
124y51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
125000_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction	82,3	27 684,1	-27 601,9
125100_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	82,3	0,0	82,3
125200_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	27 684,1	-27 684,1
126000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'assurance et de retraite	6 432,6	10 091,1	-3 658,4
126100_1_B_N_N_E	. - - - - - Assurance directe	3 049,0	7 096,1	-4 047,1
126200_1_B_N_N_E	. - - - - - Réassurance	1 802,6	2 560,0	-757,4
126300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services auxiliaires d'assurance	1 581,1	257,0	1 324,1
126400_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	178,0	-178,0
127000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers	7 116,0	1 014,8	6 101,2
127100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers explicitement facturés et autres	7 116,0	1 014,8	6 101,2
127200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
128000_1_B_N_N_E	. - - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0
129000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information	9 739,9	69 298,3	-59 558,3
129100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications	3 080,0	15 260,9	-12 181,0
129200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'informatique	3 219,8	40 204,5	-36 984,7
129300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'information	3 440,1	13 832,9	-10 392,7
12A000_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services aux entreprises	5 535,9	33 595,0	-28 059,1

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12A100_1_B_N_N_E	. . . . . Services de recherche-développement	0,0	227,0	-227,0
12A200_1_B_N_N_E	. . . . . Services spécialisés et services de conseil en gestion	0,0	17 266,3	-17 266,3
12A300_1_B_N_N_E	. . . . . Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	5 535,9	16 101,7	-10 565,8
12B000_1_B_N_N_E	. . . . . Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,1	-0,1
12B100_1_B_N_N_E	. . . . . Services audio-visuels et connexes	0,0	0,1	-0,1
12B200_1_B_N_N_E	. . . . . Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
12C000_1_B_N_N_E	. . . . . Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	61 072,2	2 328,0	58 744,2
12D000_1_B_N_N_E	. . . . . Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0
130000_1_B_N_AL_E	. . - Revenu primaire	195 050,6	307 224,4	-112 173,8
131000_1_B_N_AL_E	. . . . Rémunération des salariés	14 097,9	7 838,4	6 259,5
300000_3_B_N_AL_E	. . . . Revenus des investissements	124 152,7	288 417,0	-164 264,4
310000_3_B_N_AL_E	. . . . . Investissements directs	9 278,6	122 333,5	-113 054,9
310000_3E_B_N_AL_E	. . . . . Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	7 406,2	117 323,6	-109 917,5
310000_3D_B_N_AL_E	. . . . . Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	6 940,2	44 435,5	-37 495,4
311110_3D_B_N_AL_E	. . . . . Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	238,2	30 021,1	-29 783,0
311120_3D_B_N_AL_E	. . . . . Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	31,0	10 996,4	-10 965,4
311130_3D_B_N_AL_E	. . . . . Entre entreprises sœurs	6 671,0	3 418,0	3 253,0
311131_3D_B_N_AL_E	. . . . . si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_3D_B_N_AL_E	. . . . . si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_3D_B_N_AL_E	. . . . . si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3R_B_N_AL_E	. . . . . Bénéfices réinvestis	466,0	72 898,1	-72 422,1
310000_3T_B_N_AL_E	. . . . . Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
31100z_3_B_N_AL_E	. . . . . Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
310000_3I_B_N_AL_E	. . . . . Intérêts	1 872,5	5 009,9	-3 137,4
312100_3I_B_N_AL_E	. . . . . Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 054,3	4 615,7	-3 561,4
312200_3I_B_N_AL_E	. . . . . Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	205,2	-205,2
312300_3I_B_N_AL_E	. . . . . Entre entreprises sœurs	818,2	189,0	629,2
312310_3I_B_N_AL_E	. . . . . si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_3I_B_N_AL_E	. . . . . si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_3I_B_N_AL_E	. . . . . si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3F_B_N_AL_E	. . . . . Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
320000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Investissements de portefeuille	109 735,0	88 265,9	21 469,1
320000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	299,9	372,0	-72,1
321100_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	299,9	372,0	-72,1
321200_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321200_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes	0,0	0,0	0,0
321200_3R_B_N_AL_E	. - - - - - Bénéfices réinvestis	0,0	0,0	0,0
320000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	109 435,1	87 893,9	21 541,2
320000_3I_B_N_ST_E	. - - - - - À court terme	14 191,9	1 047,4	13 144,5
320000_3I_B_N_LT_E	. - - - - - À long terme	95 243,3	86 846,6	8 396,7
340000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Autres investissements	5 139,0	77 817,5	-72 678,6
340000_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
340000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	5 139,0	77 817,5	-72 678,6
340000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
340000_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
350000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
350000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
350000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	0,0	0,0	0,0
350000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
132000_1_B_N_AL_E	. - - - - - Autre revenu primaire	56 800,0	10 969,0	45 831,0
132100_1_B_N_AL_E	. - - - - - Taxes sur la production et importations	56 800,0	219,0	56 581,0
132200_1_B_N_AL_E	. - - - - - Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
132300_1_B_N_AL_E	. - - - - - Loyers	0,0	10 750,0	-10 750,0
140000_2_B_AL_AL_E	. - - Revenu secondaire	169 812,9	70 851,5	98 961,4
140000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	3 761,9	5 152,3	-1 390,4
141000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
14100z_2_B_GG_AL_E	. - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Cotisations sociales	0,0	119,3	-119,3
14200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
143000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Prestations Sociales)	0,0	0,0	0,0
144000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Coopération internationale courante	3 761,9	5 033,0	-1 271,1
145000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Transferts courants divers des administrations publiques	0,0	0,0	0,0
14500z_2_B_GG_AL_E	. - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
140000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	166 051,0	65 699,2	100 351,8
146000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	141 884,4	56 154,2	85 730,2

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
14600z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Envois de fonds des travailleurs	141 884,4	56 154,2	85 730,2
147000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts courants	24 166,6	9 545,0	14 621,6
141000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	1 737,0	0,0	1 737,0
142000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Cotisations sociales	109,2	3 915,5	-3 806,3
143000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Prestations sociales	3 227,0	226,3	3 000,8
148000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	105,0	4 308,0	-4 203,0
149000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Indemnités d'assurance dommage	611,5	245,0	366,5
144000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	0,0	122,0	-122,0
145000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts courants divers	18 376,9	728,3	17 648,6
14500z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
14A000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	119 123,3	6 556,0	112 567,3
210000_2_B_AL_AL_E	. - - Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	2 690,0	-2 690,0
220000_2_B_AL_AL_E	. - - Transferts de capital	119 123,3	3 866,0	115 257,3
220000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administration publique	71 592,3	0,0	71 592,3
221000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	71 592,3	0,0	71 592,3
22200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
220000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	47 531,0	3 866,0	43 665,0
221000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	47 531,0	3 866,0	43 665,0
22200z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
22000z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
019000_B_B_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	3 144 579,1	3 683 380,8	-538 801,7
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	378 958,6	915 074,1	-536 115,4
300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	378 958,6	915 074,1	-536 115,4
310000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissement direct	29 008,8	234 208,1	-205 199,3
311000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	20 744,5	34 294,2	-13 549,7
311100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	20 278,5	-38 603,9	58 882,5
311110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	11 284,5	-38 603,9	49 888,5
311120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	6 480,0	0,0	6 480,0
311130_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	2 514,0	0,0	2 514,0
311131_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
311000_4R_N_AL_AL_E	. - - - - - Réinvestissement des bénéfices	466,0	72 898,1	-72 432,1
31100z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3110zz_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Instruments de dette	8 264,3	199 913,9	-191 649,6
312100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-24 305,7	173 496,8	-197 802,5
312200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	23 805,0	0,0	23 805,0
312300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	8 765,0	26 417,1	-17 652,1
312310_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissements de portefeuille	236 839,5	177 677,8	59 161,8
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	-12 658,3	323,2	-12 981,5
321000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-12 704,0	441,3	-13 145,3
321000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	45,7	-118,2	163,9
321000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	45,7	-0,3	46,0
321000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	-117,8	117,8
321100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	. - - - - Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	. - - - - Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321200_4R_N_AL_AL_E	. - - - - Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de créance	249 497,9	177 354,6	72 143,3
322000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
322000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	249 257,0	0,0	249 257,0
322000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	-39 901,0	0,0	-39 901,0
322000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	289 158,0	0,0	289 158,0
322000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	177 354,6	-177 354,6
322000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	17 000,0	-17 000,0
322000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	160 354,6	-160 354,6
322000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	240,9	0,0	240,9
322000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	31,9	0,0	31,9
322000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	209,0	0,0	209,0
322000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	209,0	0,0	209,0
322000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	209,0	0,0	209,0
322000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	31,9	0,0	31,9
322000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	31,9	0,0	31,9
322000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	263 312,5	503 188,2	-239 875,7
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	6 771,7	-19 034,0	25 805,7
342000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	-16 977,0	16 977,0
342000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	-16 977,0	16 977,0
342000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
342000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-5 870,0	-2 057,0	-3 813,0
34200z_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	-5 870,0	-2 057,0	-3 813,0
342000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	12 641,7	0,0	12 641,7
342000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	11 416,7	0,0	11 416,7
342000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	1 225,0	0,0	1 225,0
342000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	2 972,7	0,0	2 972,7
342000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	2 399,7	0,0	2 399,7
342000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	573,0	0,0	573,0
342000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	9 669,1	0,0	9 669,1
342000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	9 017,1	0,0	9 017,1
342000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	652,0	0,0	652,0
343000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Prêts	124 548,7	495 402,4	-370 853,6
343000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	172 520,5	-172 520,5
34300z_4_N_CB_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	172 520,5	-172 520,5
343000_4_N_CB_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	123 986,0	-14 048,0	138 034,0
343000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	123 986,0	-2 805,0	126 791,0
343000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	-11 243,0	11 243,0
343000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	305 571,6	-305 571,6
34300z_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - Autres à long terme	0,0	305 571,6	-305 571,6
343000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	562,7	31 358,3	-30 795,5
343000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	627,1	25 350,3	-24 723,2
343000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	-64,3	6 008,0	-6 072,3
343000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	252,0	1 621,2	-1 369,2
343000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	427,0	300,0	127,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
343000_4_N_FC_LT_E	. . . . . À long terme	-175,0	1 321,2	-1 496,2
343000_4_N_NC_AL_E	. . . . . Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	310,7	29 737,1	-29 426,3
343000_4_N_NC_ST_E	. . . . . À court terme	200,1	25 050,3	-24 850,2
343000_4_N_NC_LT_E	. . . . . À long terme	110,7	4 686,8	-4 576,1
344000_4_N_AL_AL_E	. . . . . Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	50,0	0,0	50,0
344000_4_N_CB_AL_E	. . . . . Banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	. . . . . Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	. . . . . Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	. . . . . Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	. . . . . Autres secteurs	50,0	0,0	50,0
344000_4_N_FC_AL_E	. . . . . Autres sociétés financières	50,0	0,0	50,0
344000_4_N_NC_AL_E	. . . . . Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	. . . . . Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	. . . . . Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	. . . . . Droits à pension	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	. . . . . Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	. . . . . Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	. . . . . Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	. . . . . Crédits commerciaux et avances	152 623,8	4 022,7	148 601,1
345000_4_N_CB_AL_E	. . . . . Banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	. . . . . Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	. . . . . Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	. . . . . Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	. . . . . Autres secteurs	152 623,8	4 022,7	148 601,1
345000_4_N_OS_ST_E	. . . . . À court terme	106 757,5	1 550,6	105 206,9
345000_4_N_OS_LT_E	. . . . . À long terme	45 866,3	2 472,1	43 394,2
345000_4_N_FC_AL_E	. . . . . Autres sociétés financières	0,0	566,9	-566,9
345000_4_N_FC_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	566,9	-566,9
345000_4_N_FC_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
345000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	152 623,8	3 455,8	149 167,9
345000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	106 757,5	983,7	105 773,8
345000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	45 866,3	2 472,1	43 394,2
346000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	-20 681,8	22 797,1	-43 478,9
346000_4_N_CB_AL_E	. - - - - - Banque centrale	0,0	6 885,9	-6 885,9
346000_4_N_CB_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	6 885,9	-6 885,9
346000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-22 061,0	14 560,0	-36 621,0
346000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	-22 061,0	14 560,0	-36 621,0
346000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	1 379,2	1 351,2	28,0
346000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	833,2	960,8	-127,5
346000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	546,0	390,5	155,6
346000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	484,6	-304,3	788,9
346000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	484,6	-526,3	1 010,9
346000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	222,0	-222,0
346000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	894,6	1 655,5	-760,8
346000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	348,6	1 487,0	-1 138,4
346000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	546,0	168,5	377,6
347000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0
350000_4_N_AL_AL_E	. - - Avoirs de réserve	-150 202,2	0,0	-150 202,2
351000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Droits de tirage spéciaux	-7 522,8	0,0	-7 522,8
353000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Position de réserve au FMI	-8 588,5	0,0	-8 588,5
354000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres avoirs de réserve	-134 090,9	0,0	-134 090,9
354100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-134 090,9	0,0	-134 090,9
354110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances sur les autorités monétaires	-910,3	0,0	-910,3
354120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances sur d'autres entités	-133 180,6	0,0	-133 180,6
354200_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
354210_4_N_AL_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
354400_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-2 765 620,5	-2 768 306,7	2 686,3

Source : BCEAO (Octobre 2023)

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2022

(en millions de FCFA)

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
Position extérieure globale nette	4 025 060,2	6 259,6	4 410 278,4	378 958,6	7 577 646,4	43 724,8	8 549 922,6	928 551,3
. - - Investissement direct	321 535,5	38,0	350 582,3	29 008,8	2 024 996,7	2 415,0	2 261 619,8	234 208,1
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	194 286,9	38,0	215 069,4	20 744,5	821 691,7	0,0	855 146,9	33 455,2
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	190 389,1	38,0	210 705,7	20 278,5	790 970,5	0,0	752 366,6	-38 603,9
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	150 479,6	38,0	161 802,1	11 284,5	787 257,4	0,0	748 653,5	-38 603,9
. - - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (à rebours)	0,0	0,0	6 480,0	6 480,0	650,0	0,0	650,0	0,0
. - - - - - - - Entre entreprises sœurs	39 909,6	0,0	42 423,6	2 514,0	3 063,1	0,0	3 063,1	0,0
. - - - - Instruments de dette	127 248,6	0,0	135 512,9	8 264,3	1 203 304,9	2 415,0	1 406 472,9	200 752,9
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	82 623,0	0,0	58 317,3	-24 305,7	1 162 148,0	2 415,0	1 338 898,9	174 335,8
. - - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	44 625,6	0,0	68 430,6	23 805,0	198,6	0,0	198,6	0,0
. - - - - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	8 765,0	8 765,0	40 958,3	0,0	67 375,4	26 417,1
. - - Investissements de portefeuille	1 976 455,5	4 362,0	2 217 657,0	236 839,5	1 599 053,0	0,0	1 776 730,8	177 677,8
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	119 380,7	42,0	106 764,4	-12 658,3	7 442,7	0,0	7 765,9	323,2
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	76 619,0	42,0	63 957,0	-12 704,0	3 483,1	0,0	3 924,5	441,3
. - - - - - - Autres secteurs	42 761,7	0,0	42 807,4	45,7	3 959,6	0,0	3 841,4	-118,2
. - - - - - - - Autres sociétés financières	780,7	0,0	826,4	45,7	330,4	0,0	330,0	-0,3
. - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	41 981,0	0,0	41 981,0	0,0	3 629,2	0,0	3 511,4	-117,8
. - - - - Titres de créance	1 857 074,8	4 320,0	2 110 892,6	249 497,9	1 591 610,3	0,0	1 768 964,9	177 354,6
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 802 304,0	4 320,0	2 055 881,0	249 257,0	3 200,0	0,0	3 200,0	0,0
. - - - - - - - - À court terme	476 598,0	3 527,0	440 224,0	-39 901,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - - - À long terme	1 325 706,0	793,0	1 615 657,0	289 158,0	3 200,0	0,0	3 200,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	1 588 410,3	0,0	1 765 764,9	177 354,6
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17 000,0	17 000,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	1 588 410,3	0,0	1 748 764,9	160 354,6
. - - - - Autres secteurs	54 770,8	0,0	55 011,6	240,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	405,8	0,0	437,6	31,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	54 365,0	0,0	54 574,0	209,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres sociétés financières	4 460,0	0,0	4 669,0	209,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	100,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	4 360,0	0,0	4 569,0	209,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	50 310,8	0,0	50 342,6	31,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	305,8	0,0	337,6	31,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	50 005,0	0,0	50 005,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Autres investissements	764 430,9	32,0	1 027 775,4	263 312,5	3 953 596,8	41 309,8	4 511 572,0	516 665,5
. - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	192 804,5	0,0	199 576,2	6 771,7	301 347,0	13 175,0	295 488,0	-19 034,0
. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	79 569,0	0,0	62 592,0	-16 977,0
. - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	79 569,0	0,0	62 592,0	-16 977,0
. - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	67 960,0	0,0	62 090,0	-5 870,0	221 778,0	13 175,0	232 896,0	-2 057,0
. - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À court terme	67 960,0	0,0	62 090,0	-5 870,0	221 778,0	13 175,0	232 896,0	-2 057,0
. - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	124 844,5	0,0	137 486,2	12 641,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	48 417,4	0,0	59 834,1	11 416,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	76 427,1	0,0	77 652,1	1 225,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	3 910,7	0,0	6 883,4	2 972,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	2 037,7	0,0	4 437,4	2 399,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	1 873,0	0,0	2 446,0	573,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	120 933,8	0,0	130 602,9	9 669,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	46 379,7	0,0	55 396,7	9 017,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	74 554,1	0,0	75 206,1	652,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Prêts	377 667,5	0,0	502 216,2	124 548,7	3 057 322,6	25 857,0	3 578 582,0	495 402,4
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	261 251,5	3 083,0	436 855,0	172 520,5
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	261 251,5	3 083,0	436 855,0	172 520,5
. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	368 436,0	0,0	492 422,0	123 986,0	125 700,0	0,0	111 652,0	-14 048,0
. - - - - - À court terme	368 436,0	0,0	492 422,0	123 986,0	107 522,0	0,0	104 717,0	-2 805,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	18 178,0	0,0	6 935,0	-11 243,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	2 421 456,7	22 774,0	2 749 802,3	305 571,6
. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 421 456,7	22 774,0	2 749 802,3	305 571,6
. - - - - - Autres secteurs	9 231,5	0,0	9 794,2	562,7	248 914,4	0,0	280 272,7	31 358,3
. - - - - - À court terme	8 295,9	0,0	8 923,0	627,1	92 381,1	0,0	117 731,4	25 350,3
. - - - - - À long terme	935,6	0,0	871,3	-64,3	156 533,3	0,0	162 541,3	6 008,0
. - - - - - Autres sociétés financières	1 125,0	0,0	1 377,0	252,0	20 494,8	0,0	22 116,0	1 621,2
. - - - - - À court terme	674,0	0,0	1 101,0	427,0	180,0	0,0	480,0	300,0
. - - - - - À long terme	451,0	0,0	276,0	-175,0	20 314,8	0,0	21 636,0	1 321,2
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	8 106,5	0,0	8 417,2	310,7	228 419,7	0,0	258 156,7	29 737,1
. - - - - - À court terme	7 621,9	0,0	7 822,0	200,1	92 201,1	0,0	117 251,4	25 050,3
. - - - - - À long terme	484,6	0,0	595,3	110,7	136 218,6	0,0	140 905,3	4 686,8
. - - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	65,0	0,0	115,0	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	65,0	0,0	115,0	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	65,0	0,0	115,0	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Crédits commerciaux et avances	166 205,2	32,0	318 861,0	152 623,8	114 962,9	478,0	132 940,8	17 500,0
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	166 205,2	32,0	318 861,0	152 623,8	114 962,9	478,0	132 940,8	17 500,0
. - - - - - À court terme	141 495,5	32,0	248 285,0	106 757,5	85 165,1	478,0	100 670,9	15 027,8
. - - - - - À long terme	24 709,7	0,0	70 576,0	45 866,3	29 797,8	0,0	32 269,9	2 472,1
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	186,8	0,0	753,7	566,9
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	186,8	0,0	753,7	566,9
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	166 205,2	32,0	318 861,0	152 623,8	114 776,1	478,0	132 187,2	3 455,8
. - - - - - À court terme	141 495,5	32,0	248 285,0	106 757,5	84 978,3	478,0	99 917,3	983,7
. - - - - - À long terme	24 709,7	0,0	70 576,0	45 866,3	29 797,8	0,0	32 269,9	2 472,1
. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	27 688,7	0,0	7 006,9	-20 681,8	335 618,3	0,0	358 415,4	22 797,1
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	333 342,9	0,0	340 228,8	6 885,9
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	333 342,9	0,0	340 228,8	6 885,9
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	25 299,0	0,0	3 238,0	-22 061,0	42,0	0,0	14 602,0	14 560,0
. - - - - - À court terme	25 299,0	0,0	3 238,0	-22 061,0	42,0	0,0	14 602,0	14 560,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	2 389,7	0,0	3 768,9	1 379,2	2 233,4	0,0	3 584,6	1 351,2
. - - - - - À court terme	570,7	0,0	1 403,9	833,2	590,3	0,0	1 551,0	960,8
. - - - - - À long terme	1 819,0	0,0	2 365,0	546,0	1 643,1	0,0	2 033,6	390,5
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	484,6	484,6	618,3	0,0	314,0	-304,3
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	484,6	484,6	526,3	0,0	0,0	-526,3
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	92,0	0,0	314,0	222,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	2 389,7	0,0	3 284,3	894,6	1 615,1	0,0	3 270,6	1 655,5
. - - - - - À court terme	570,7	0,0	919,3	348,6	64,0	0,0	1 551,0	1 487,0
. - - - - - À long terme	1 819,0	0,0	2 365,0	546,0	1 551,1	0,0	1 719,6	168,5
. - - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	144 346,0	1 799,8	146 145,8	0,0
. - - Avoirs de réserve	962 638,3	1 827,6	814 263,7	-150 202,2	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Droits de tirage spéciaux	328 299,7	3 999,6	324 776,5	-7 522,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Position de réserve au FMI	20 899,9	-2 172,0	10 139,4	-8 588,5	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres avoirs de réserve	613 438,7	0,0	479 347,8	-134 090,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	613 438,7	0,0	479 347,8	-134 090,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Créances sur les autorités monétaires	1 917,1	0,0	1 006,8	-910,3	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Créances sur d'autres entités	611 521,6	0,0	478 341,0	-133 180,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO (Octobre 2023)

Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets)

(en millions de FCFA)

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Commu nication	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
AFRIQUE	0,0	0,0	5 319,9	0,0	0,0	-1 227,3	-71 048,0	-4 030,0	1 547,7	8 843,8	34 486,7	1 609,5	0,0	-24 497,7
<i>UEMOA</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>8 945,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-950,0</i>	<i>-11 194,5</i>	<i>-30,0</i>	<i>-2,3</i>	<i>-406,0</i>	<i>50 120,0</i>	<i>1 009,5</i>	<i>0,0</i>	<i>47 492,6</i>
Burkina	0,0	0,0	1 789,3	0,0	0,0	0,0	257,7	0,0	0,0	0,0	6 451,9	61,9	0,0	8 560,8
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	-10,2	0,0	0,0	0,0	-5 135,1	0,0	0,0	0,0	-8 721,6	-14,0	0,0	-13 880,9
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	0,0	0,0	-1 802,5	0,0	0,0	0,0	-1 819,8	0,0	-2,3	0,0	499,0	0,0	0,0	-3 125,6
Niger	0,0	0,0	-100,0	0,0	0,0	-950,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-11 623,9	0,0	0,0	-12 673,9
Sénégal	0,0	0,0	9 633,5	0,0	0,0	0,0	470,4	0,0	0,0	0,0	22 470,9	961,6	0,0	33 536,5
Togo	0,0	0,0	-564,3	0,0	0,0	0,0	-4 967,7	-30,0	0,0	-406,0	41 043,6	0,0	0,0	35 075,6
<i>CEDEAO hors UEMOA dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-277,3</i>	<i>-61 940,8</i>	<i>-4 000,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1 111,5</i>	<i>300,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-64 806,6</i>
Ghana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	51,0	0,0	0,0	0,0	-868,0	0,0	0,0	-817,0
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-277,3	-61 991,8	-4 000,0	0,0	0,0	1 226,5	300,0	0,0	-64 742,6
<i>CEMAC</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-1 587,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>6 623,6</i>	<i>0,0</i>	<i>600,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-2 300,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>3 334,7</i>
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-2 038,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-4 536,4</i>	<i>0,0</i>	<i>950,0</i>	<i>9 249,8</i>	<i>-14 443,8</i>	<i>300,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-10 518,4</i>
Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 500,0	0,0	0,0	0,0	1 500,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-14 200,1	0,0	0,0	-14 200,1
EUROPE	0,0	0,0	9 439,6	2 100,0	0,0	-9 837,9	261,7	4 863,0	1 474,0	0,0	3 119,3	650,0	0,0	12 069,7
<i>UNION EUROPEENNE</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>4 276,0</i>	<i>2 100,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-9 837,9</i>	<i>-674,3</i>	<i>3 669,8</i>	<i>274,0</i>	<i>0,0</i>	<i>3 119,3</i>	<i>650,0</i>	<i>0,0</i>	<i>3 576,8</i>
<i>ZONE EURO dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>3 004,5</i>	<i>2 100,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-9 837,9</i>	<i>-674,3</i>	<i>3 669,8</i>	<i>274,0</i>	<i>0,0</i>	<i>3 119,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1 655,4</i>
Allemagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	812,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	812,7
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	0,0	0,0	504,5	2 100,0	0,0	-9 837,9	-1 261,3	2 854,8	274,0	0,0	3 139,3	0,0	0,0	-2 226,6
Grèce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communi cation	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
Irlande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Italie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-1,0
Pays-Bas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	638,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	638,0
Portugal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Union Européenne hors Zone euro dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1 271,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>650,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1 921,4</i>
Royaume-Uni	0,0	0,0	1 271,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	650,0	0,0	1 921,4
<i>Europe hors UE dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>5 163,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>936,0</i>	<i>1 193,2</i>	<i>1 200,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>8 492,9</i>
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	4 162,9	0,0	0,0	0,0	936,0	1 193,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 292,1
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 200,0
AMERIQUE dont:	0,0	0,0	11,4	0,0	0,0	6 610,1	1 530,6	0,0	0,0	0,0	0,0	800,0	0,0	8 952,1
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 610,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis d'Amérique	0,0	0,0	11,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	800,0	0,0	811,4
ASIE dont :	0,0	0,0	7 572,8	0,0	3 182,2	12 116,9	-297,1	184 632,5	0,0	-374,0	0,0	1 842,0	0,0	208 675, 3
Chine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 616,9	-3 000,0	186 716,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	188 332,9
Inde	0,0	0,0	7 567,9	0,0	3 182,2	0,0	-4 426,4	-284,3	0,0	0,0	0,0	900,0	0,0	6 939,3
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 500,0
OCEANIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	0,0	0,0	22 343,8	2 100,0	3 182,2	7 661,8	-69 552,8	185 465,5	3 021,6	8 469,9	37 605,9	4 901,5	0,0	205 199,4

Source : BCEAO (Octobre 2023)

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2022

Annexe 5.1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2022 à partir des statistiques officielles

(en millions de FCFA)

		Importateurs								UEMOA
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Exportateurs	Bénin		6 317,5	9 107,1	7,0	45 305,6	10 829,1	912,7	22 286,2	94 765,0
	Burkina Faso	6 383,5		21 692,4	17,3	188 581,2	18 638,1	9 542,4	23 770,7	268 625,6
	Côte d'Ivoire	39 018,1	525 722,1		1 053,1	920 080,3	71 058,9	112 783,0	53 697,4	1 723 412,9
	Guinée Bissau	0,0	12,8	0,0		324,0	0,0	312,4	2 111,4	2 760,5
	Mali	1 255,8	31 249,3	31 354,7	325,4		2 771,0	37 359,1	4 041,8	108 357,3
	Niger	9 980,4	15 306,9	5 387,5	0,0	50 220,9		9 222,1	1 828,7	91 946,6
	Sénégal	17 436,3	35 421,9	119 066,1	65 342,2	715 128,5	14 667,7		52 358,5	1 019 421,2
	Togo	103 656,9	114 652,7	71 236,1	76,9	75 076,9	38 455,4	32 601,8		435 756,8
	UEMOA	177 730,9	728 683,3	257 844,0	66 821,9	1 994 717,4	156 420,3	202 733,5	160 094,6	3 745 045,8

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2023)

Annexe 5.2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2022

(en millions de FCFA)

		Importateurs								UEMOA
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Exportateurs	Bénin	0,0	1 881,1	1 689,9	51,0	1 063,5	16 269,7	43,7	11 302,0	32 301,0
	Burkina Faso	4 178,4	0,0	18 341,2	0,0	20 585,1	369,8	69,9	1 132,8	44 677,1
	Côte d'Ivoire	1 274,6	5 349,6	0,0	152,8	0,0	0,0	3 224,7	0,0	10 001,7
	Guinée Bissau	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 958,3	0,0	2 959,9
	Mali	12 199,0	725,2	574,5	204,6	0,0	5 411,5	51 454,8	8 372,9	78 942,5
	Niger	9 641,7	943,1	104,0	0,0	7 201,6	0,0	179,4	6 615,1	24 684,9
	Sénégal	705,7	1 080,1	1 014,8	1 132,4	0,0	259,8	0,0	57,3	4 250,1
	Togo	573,3	3 037,5	1 973,1	77,7	702,5	702,5	0,0	0,0	7 066,4
	UEMOA	28 574,2	13 016,5	23 697,4	1 618,5	29 552,6	23 013,3	57 930,9	27 480,1	204 883,5

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2023)

Annexe 5.3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2021

(en millions de FCFA)

		Importateurs								UEMOA
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Exportateurs	Bénin	0,0	8 198,6	10 797,0	58,0	46 369,1	27 098,7	956,4	33 588,2	127 066,0
	Burkina Faso	10 561,8	0,0	40 033,6	17,3	209 166,3	19 008,0	9 612,3	24 903,4	313 302,7
	Côte d'Ivoire	40 292,7	531 071,7	0,0	1 205,9	920 080,3	71 058,9	116 007,7	53 697,4	1 733 414,6
	Guinée Bissau	1,6	12,8	0,0	0,0	324,0	0,0	3 270,7	2 111,4	5 720,4
	Mali	13 454,8	31 974,5	31 929,3	530,0	0,0	8 182,5	88 814,0	12 414,7	187 299,8
	Niger	19 622,1	16 250,1	5 491,5	0,0	57 422,5	0,0	9 401,6	8 443,7	116 631,5
	Sénégal	18 142,0	36 502,0	120 080,9	66 474,6	715 128,5	14 927,6	0,0	52 415,8	1 023 671,3
	Togo	104 230,1	117 690,2	73 209,2	154,6	75 779,3	39 157,9	32 601,8	0,0	442 823,2
	UEMOA	206 305,0	741 699,8	281 541,4	68 440,5	2 024 270,0	179 433,6	260 664,4	187 574,6	3 949 929,4

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2023)

Annexe 5.4 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2022

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 669,2	1 228,7	256,9	802,4	4 366,4	5 265,9	8 536,4	24 125,9
	Burkina Faso	23 054,7		8 666,8	164,3	3 734,8	4 197,5	4 821,1	12 734,9	57 374,1
	Côte d'Ivoire	33 219,8	36 997,8		143,0	3 726,7	4 939,2	2 950,5	16 027,7	98 004,
	Guinée-Bissau	7,2	19,2	31,5		46,1	37,6	5 813,3	6,7	5 961,8
	Mali	3 821,2	12 841,2	11 285,6	1 520,4		3 289,2	4 980,6	4 872,9	42 611,1
	Niger	5 559,8	2 818,1	972,6	52,6	1 502,6		7 112,9	2 721,8	20 740,5
	Sénégal	2 525,0	6 556,1	2 639,2	1 826,8	3 468,8	1 345,5		1 098,8	19 460,2
	Togo	23 287,1	2 164,8	592,9	173,2	701,1	2 550,2	7 405,6		36 874,8
	UEMOA	91 474,9	65 066,4	25 417,3	4 137,2	13 982,4	20 725,7	38 350,0	45 999,2	305 153,0

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2023)

Annexe 5.5 : Estimation des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2022

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		4 960,7	9 505,7	141,0	1 699,1	10 821,6	6 943,0	5 251,2	39 322,3
	Burkina Faso	11 614,1		17 206,2	43,6	21 843,5	6 225,8	7 753,0	15 153,9	79 840,1
	Côte d'Ivoire	40 629,2	60 783,7		619,7	70 896,5	13 804,3	52 295,2	41 776,2	280 805,0
	Guinée-Bissau	290,7	114,8	548,2		1 448,8	804,6	8 325,2	941,9	12 474,1
	Mali	4 032,7	21 994,2	22 323,1	79,6		9 000,6	19 506,9	6 520,3	83 457,5
	Niger	4 854,4	4 322,6	1 305,3	50,9	16 439,0		7 061,0	6 265,9	40 299,1
	Sénégal	4 532,3	14 221,7	26 996,2	1 713,8	33 394,1	7 681,9		6 482,4	95 022,4
	Togo	5 265,0	3 784,8	6 550,1	212,9	1 145,8	8 989,7	6 482,2		32 430,4
	UEMOA	71 218,4	110 182,4	84 434,8	2 861,6	146 866,8	57 328,5	108 366,5	82 391,8	663 650,9

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2023)

Annexe 6 : Evolution des exportations en 2022

Annexe 6.1 : Exportations officielles (FOB) par grands groupes de produits

Postes	Quantité (Tonnes)		Variation	Valeurs (en millions de FCFA)		Variation	Part relative (en %)	
	2021	2022	(%)	2021	2022	(%)	2021	2022
PRODUITS DU COTON	1 030 361,3	973 846,2	-5,5	400 603,6	421 637,1	5,3	70,4	75,3
Fibres de coton	364 839,7	325 966,9	-10,7	353 202,5	368 847,4	4,4	62,1	65,9
Graines de Coton	236 465,3	221 233,7	-6,4	22 755,6	26 623,6	17,0	4,0	4,8
Tourteaux de coton	419 086,1	416 691,4	-0,6	17 659,0	18 049,9	2,2	3,1	3,2
Huile de coton	9 970,2	9 954,2	-0,2	6 986,5	8 116,2	16,2	1,2	1,4
PROD. DU PALMIER	2 583,4	3 204,8	24,1	1 587,7	1 104,6	-30,4	0,3	0,2
Huile de palme	2 518,0	2 438,3	-3,2	1 572,3	902,4	-42,6	0,3	0,2
Huile de palmiste	65,5	766,4	0,0	15,4	202,2	0,0	0,0	0,0
Tourteaux de palmiste	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
AUTRES PRODUITS dont	594 920,3	318 225,3	-46,5	166 788,7	137 319,9	-17,7	29,3	24,5
Noix d'anacarde	58 624,4	33 532,8	-42,8	26 987,4	20 667,4	-23,4	4,7	3,7
Fèves de soja	23 755,8	22 404,4	-5,7	5 400,3	6 072,8	12,5	0,9	1,1
Produits de l'ananas	8 321,1	9 026,7	8,5	2 227,2	2 264,4	1,7	0,4	0,4
Riz	198,0	633,4	219,9	43,6	54,6	25,2	0,0	0,0
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre et sucrerie	7 600,8	1 599,9	-79,0	2 002,3	222,3	-88,9	0,4	0,0
Boissons	3 929,7	4 891,8	24,5	1 170,0	1 506,4	28,7	0,2	0,3
Bois et ouvrages en bois	85 916,8	84 594,2	-1,5	17 402,4	17 123,0	-1,6	3,1	3,1
Produits pétroliers	70 755,2	38 226,6	-46,0	20 561,7	23 887,2	16,2	3,6	4,3
Métaux précieux	9,1	2,9	0,0	8 586,2	2 811,8	-67,3	1,5	0,5
Fer fonte et acier	70 647,4	46 099,5	-34,7	27 976,5	25 276,0	-9,7	4,9	4,5
TOTAL (statistiques officielles)	1 627 865,0	1 295 276,2	-20,4	568 980,0	560 061,6	-1,6	100,0	100,0

Source : INStAD (Septembre 2023)

Annexe 6.2 : Evolution des exportations de marchandises ajustées

(en millions de FCFA)

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Produits du coton	300 235,2	325 465,6	319 250,8	400 603,6	421 637,1
Produits du palmier	13 460,8	11 236,1	3 314,5	1 587,7	1 104,6
Autres produits	214 338,6	161 676,8	163 225,7	166 788,7	137 319,9
Total statistiques officielles	528 034,6	498 378,5	485 791,0	568 980,0	560 061,6
Ajustement de champ	1 329 578,9	1 292 566,8	1 234 696,7	1 450 901,4	1 756 539,3
<i> dont réexportation</i>	852 296,0	788 073,0	684 058,9	844 156,1	1 104 073,5
Exportations totales ajustées	1 857 613,5	1 790 945,3	1 720 487,8	2 019 881,4	2 316 600,9

Sources : INStAD-BCEAO (Octobre 2023)

Annexe 6.3 : Répartition géographique des exportations officielles

Régions	2020	2021	2022	2021	2022
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	345 172,5	427 930,9	410 127,8	75,2	73,2
Chine	32 240,6	55 821,4	34 567,6	9,8	6,2
Taïwan	1,0	39,8	47,3	0,0	0,0
Vietnam	14 698,1	28 443,4	13 715,2	5,0	2,4
Pakistan	5 522,2	11 506,5	23 331,8	2,0	4,2
Indonésie	400,1	5 431,7	2 556,2	1,0	0,5
Bangladesh	187 114,8	236 877,6	253 051,8	41,6	45,2
Thaïlande	520,0	122,1	10,1	0,0	0,0
Inde	57 674,7	56 920,3	67 180,6	10,0	12,0
Malaisie	22 915,4	8 664,8	2 220,6	1,5	0,4
Singapour	1 871,6	1 596,2	10,5	0,3	0,0
Autres	22 214,0	22 507,2	13 436,1	4,0	2,4
EUROPE	63 556,2	45 383,3	33 264,4	8,0	5,9
Union Européenne	38 307,4	31 507,0	24 850,4	5,5	4,4
Belgique	2 071,2	4 430,7	3 092,5	0,8	0,6
France	3 260,2	2 371,0	4 194,0	0,4	0,7
Allemagne	5 294,1	712,7	1 355,5	0,1	0,2
Espagne	491,3	337,5	418,5	0,1	0,1
Portugal	197,2	1 822,9	1 509,5	0,3	0,3
Pays bas	6 339,3	2 635,1	2 761,0	0,5	0,5
Italie	300,8	1 059,4	2 444,3	0,2	0,4
Danemark	18 143,3	13 177,1	6 904,6	2,3	1,2
Autres	2 210,0	4 960,7	2 170,6	0,9	0,4
Non Union Européenne	25 248,8	13 876,4	8 414,0	2,4	1,5
Norvège	2 105,2	1 024,5	27,6	0,2	0,0
Suisse	1,4	5,9	296,7	0,0	0,1
Autres	23 142,1	12 846,0	8 089,8	2,3	1,4
AFRIQUE	71 057,8	92 095,8	114 617,6	16,2	20,5
UEMOA	43 880,5	44 590,2	48 776,4	7,8	8,7
Burkina	11 978,4	8 748,3	6 123,8	1,5	1,1
Côte d'Ivoire	7 276,2	6 423,8	7 198,9	1,1	1,3
Mali	4 964,8	3 386,9	4 987,0	0,6	0,9
Niger	13 235,2	17 078,4	7 651,6	3,0	1,4
Sénégal	1 315,2	668,7	912,7	0,1	0,2
Togo	5 110,6	8 284,1	21 902,2	1,5	3,9
NON UEMOA	27 177,3	47 505,6	65 841,2	8,3	11,8
Ghana	524,6	1 292,5	1 144,6	0,2	0,2
Nigeria	4 904,5	4 806,0	8 973,7	0,8	1,6
Tchad	7 645,1	20 286,1	17 458,1	3,6	3,1
Afrique du Sud	414,7	1 297,4	1 946,4	0,2	0,3
Gabon	115,2	138,6	161,3	0,0	0,0
Autres	13 573,3	19 685,1	36 157,0	3,5	6,5
AMERIQUE	5 444,8	3 569,9	2 026,7	0,6	0,4
USA	4 678,0	1 359,2	1 488,2	0,2	0,3
Canada	36,6	63,0	145,8	0,0	0,0
Brésil	3,0	1 647,2	49,4	0,3	0,0
Colombie	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	723,2	500,4	343,3	0,1	0,1
Non classés ailleurs	559,8	0,0	25,0	0,0	0,0
TOTAL (statistiques officielles)	485 791,1	568 980,0	560 061,6	100,0	100,0

Source : INStAD (Septembre 2023)

Annexe 6.4 : Répartition géographique des exportations ajustées

Régions	2020	2021	2022	2021	2022
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	345 172,5	427 930,9	410 127,8	21,2	17,7
Chine	32 240,6	55 821,4	34 567,6	2,8	1,5
Taiwan	1,0	39,8	47,3	0,0	0,0
Vietnam	14 698,1	28 443,4	13 715,2	1,4	0,6
Pakistan	5 522,2	11 506,5	23 331,8	0,6	1,0
Indonésie	400,1	5 431,7	2 556,2	0,3	0,1
Bangladesh	187 114,8	236 877,6	253 051,8	11,7	10,9
Thaïlande	520,0	122,1	10,1	0,0	0,0
Inde	57 674,7	56 920,3	67 180,6	2,8	2,9
Malaisie	22 915,4	8 664,8	2 220,6	0,4	0,1
Singapour	1 871,6	1 596,2	10,5	0,1	0,0
Autres	22 214,0	22 507,2	13 436,1	1,1	0,6
EUROPE	63 556,2	45 383,3	33 264,4	2,2	1,4
Union Européenne	38 307,4	31 507,0	24 850,4	1,6	1,1
Belgique	2 071,2	4 430,7	3 092,5	0,2	0,1
France	3 260,2	2 371,0	4 194,0	0,1	0,2
Allemagne	5 294,1	712,7	1 355,5	0,0	0,1
Espagne	491,3	337,5	418,5	0,0	0,0
Portugal	197,2	1 822,9	1 509,5	0,1	0,1
Pays bas	6 339,3	2 635,1	2 761,0	0,1	0,1
Italie	300,8	1 059,4	2 444,3	0,1	0,1
Danemark	18 143,3	13 177,1	6 904,6	0,7	0,3
Autres	2 210,0	4 960,7	2 170,6	0,2	0,1
Non Union Européenne	25 248,8	13 876,4	8 414,0	0,7	0,4
Norvège	2 105,2	1 024,5	27,6	0,1	0,0
Suisse	1,4	5,9	296,7	0,0	0,0
Autres	23 142,1	12 846,0	8 089,8	0,6	0,3
AFRIQUE	1 305 176,9	1 542 633,6	1 870 583,5	76,4	80,7
UEMOA	103 945,5	102 604,0	127 066,0	5,1	5,5
Burkina	13 469,2	14 930,0	8 198,6	0,7	0,4
Côte d'Ivoire	6 064,6	8 536,2	10 797,0	0,4	0,5
Mali	52 158,1	18 545,9	46 369,1	0,9	2,0
Niger	52 971,6	40 463,7	27 098,7	2,0	1,2
Sénégal	707,9	1 326,2	956,4	0,1	0,0
Togo	16 845,7	18 802,0	33 588,2	0,9	1,4
NON UEMOA	1 201 231,4	1 440 029,6	1 743 517,5	71,3	75,3
Ghana	524,6	1 292,5	1 144,6	0,1	0,0
Nigeria	1 178 958,5	1 397 329,9	1 686 650,1	69,2	72,8
Gabon	7 645,1	20 286,1	17 458,1	1,0	0,8
Tchad	414,7	1 297,4	1 946,4	0,1	0,1
Afrique du Sud	115,2	138,6	161,3	0,0	0,0
Autres	13 573,3	19 685,1	36 157,0	1,0	1,6
AMERIQUE	5 444,8	3 569,9	2 026,7	0,2	0,1
USA	4 678,0	1 359,2	1 488,2	0,1	0,1
Canada	36,6	63,0	145,8	0,0	0,0
Brésil	3,0	1 647,2	49,4	0,1	0,0
Colombie	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	723,2	500,4	343,3	0,0	0,0
Non classés ailleurs	1 137,4	363,7	598,4	0,0	0,0
TOTAL	1 720 487,8	2 019 881,4	2 316 600,9	100,0	100,0

Source : INStAD (Septembre 2023)

Annexe 7 : Evolution des importations en 2022

Annexe 7.1 : Evolution des importations de biens ajustées (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

Postes	2018	2019	2020	2021	2022
Produits alimentaires	873 758,7	649 647,3	470 274,9	630 056,3	684 339,1
Autres biens de consommation	83 163,2	163 739,0	177 044,8	204 237,4	275 182,0
Biens intermédiaires	221 539,8	269 772,3	240 156,9	310 799,8	505 002,9
Produits énergétiques	335 633,9	341 288,8	284 573,1	279 252,7	445 216,8
Biens d'équipement	240 413,2	270 406,3	268 183,7	397 157,7	398 348,0
Autres biens non classés ailleurs	69 286,6	18 740,4	65 315,2	85 804,8	72 022,6
Total statistiques officielles	1 823 795,5	1 713 594,2	1 505 548,7	1 907 308,8	2 380 111,3
Ajustement de champ	610 979,6	596 327,9	536 183,4	648 109,7	680 659,4
<i>Commerce non enregistré</i>	610 979,6	596 327,9	536 183,4	648 109,7	680 659,4
IMPORTATIONS TOTALES CAF	2 434 775,1	2 309 922,1	2 041 732,1	2 555 418,5	3 060 770,7
PIB à prix courants	7 922 004,1	8 432 247,5	9 008 810,4	9 809 694,0	10 854 508,1
IMPORTATIONS CAF / PIB (%)	30,7	27,4	22,7	26,0	28,2

Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2023)

Annexe 7.2 : Evolution des importations de biens (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

POSTES	Quantité (tonnes)		Variance (%)	Valeurs en millions de FCFA		Variation (%)	Part en 2022 (%)
	2021	2022		2021	2022		
PRODUITS ALIMENTAIRES	2 228 744,5	2 432 936,2	9,2	630 056,3	684 339,1	8,6	28,8
Céréales	1 465 641,4	1 692 625,2	15,5	369 273,6	443 720,4	20,2	18,6
<i>dont Riz</i>	1 405 798,6	1 591 508,1	13,2	356 785,2	417 062,4	16,9	17,5
Sucres et sucreries	98 750,3	102 406,0	3,7	18 883,2	19 107,4	1,2	0,8
Boissons et tabacs	48 968,9	40 662,2	-17,0	12 077,7	11 966,5	-0,9	0,5
Autres produits alimentaires	615 383,9	597 242,7	-2,9	229 821,8	209 544,8	-8,8	8,8
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	336 693,1	466 332,2	38,5	204 237,4	275 182,0	34,7	11,6
BIENS INTERMEDIAIRES	712 467,3	785 989,5	10,3	310 799,8	505 002,9	62,5	21,2
Produits chimiques	330 505,1	323 016,2	-2,3	130 640,5	172 477,9	32,0	7,2
Coton et articles en coton	14 201,4	16 035,4	12,9	13 529,4	15 083,0	11,5	0,6
Autres biens intermédiaires	367 760,8	446 937,9	21,5	166 630,0	317 442,1	90,5	13,3
PRODUITS ENERGETIQUES	999 169,2	951 709,3	-4,7	279 252,7	445 216,8	59,4	18,7
Produits pétroliers	832 940,1	812 671,6	-2,4	224 815,6	371 980,4	65,5	15,6
Energie électrique	0,0	0,0	0,0	40 336,4	50 185,9	24,4	2,1
Autres produits énergétiques	166 229,0	139 037,7	-16,4	14 100,8	23 050,5	63,5	1,0
BIENS D'EQUIPEMENT	204 696,5	192 365,2	-6,0	397 157,7	398 348,0	0,3	16,7
Machines et appareils	66 842,7	80 092,8	19,8	220 408,4	277 949,8	26,1	11,7
Matériels de transport	137 853,8	112 272,5	-18,6	176 749,3	120 398,2	-31,9	5,1
AUTRES BIENS NON CLASSES AILLEURS	1 163 453,2	1 020 181,2	-12,3	85 804,8	72 022,6	-16,1	3,0
TOTAL (statistiques off. CAF)	5 645 223,8	5 849 513,6	3,6	1 907 308,8	2 380 111,3	24,8	100,0

Source : INStaD (Septembre 2023)

Annexe 7.3 : Répartition géographique des importations (officielles + non contrôlées)

Régions	2020	2021	2022	2021	2022
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	589 052,5	882 254,5	1 253 013,5	34,5	40,9
Chine	168 780,7	225 224,9	338 931,6	8,8	11,1
Taiwan	2 144,9	1 572,8	17 650,7	0,1	0,6
Vietnam	3 668,6	11 678,9	7 953,7	0,5	0,3
Pakistan	15 187,9	13 758,1	21 021,8	0,5	0,7
Indonésie	8 995,2	28 924,1	11 442,4	1,1	0,4
Bangladesh	99,5	342,8	593,6	0,0	0,0
Thaïlande	43 223,2	57 202,2	93 143,6	2,2	3,0
Inde	171 601,8	308 608,5	367 675,9	12,1	12,0
Malaisie	18 166,1	24 617,5	26 182,5	1,0	0,9
Singapour	25 867,7	24 012,7	14 626,7	0,9	0,5
Autres	131 316,9	186 312,0	353 791,0	7,3	11,6
EUROPE	520 459,1	597 169,0	630 577,4	23,4	20,6
Union Européenne	413 536,7	493 224,7	548 842,6	19,3	17,9
Belgique	94 588,9	88 263,6	83 590,1	3,5	2,7
France	153 296,7	219 132,3	188 223,6	8,6	6,1
Allemagne	21 928,5	28 401,7	32 400,6	1,1	1,1
Espagne	25 232,1	23 606,7	61 979,2	0,9	2,0
Portugal	7 039,9	4 628,0	3 000,1	0,2	0,1
Pays bas	27 496,7	26 528,4	54 723,4	1,0	1,8
Italie	20 982,9	29 321,2	30 118,9	1,1	1,0
Danemark	8 836,7	13 051,6	13 938,2	0,5	0,5
Autres	54 134,5	60 291,1	80 868,4	2,4	2,6
Non Union Européenne	106 922,4	103 944,3	81 734,8	4,1	2,7
Norvège	9 319,1	6 605,8	5 290,2	0,3	0,2
Suisse	20 219,2	31 473,9	41 912,9	1,2	1,4
Autres	77 384,2	65 864,7	34 531,8	2,6	1,1
AFRIQUE	845 070,2	984 997,6	1 034 652,2	38,5	33,8
UEMOA	221 282,2	188 988,0	206 305,1	7,4	6,7
Burkina	3 506,8	7 723,0	10 561,8	0,3	0,3
Côte d'Ivoire	32 678,6	31 228,3	40 292,7	1,2	1,3
Mali	11 984,3	12 299,0	13 454,8	0,5	0,4
Niger	17 611,9	15 182,3	19 622,1	0,6	0,6
Sénégal	11 725,6	16 649,6	18 142,0	0,7	0,6
Togo	143 277,4	105 904,5	104 230,1	4,1	3,4
NON UEMOA	623 788,0	796 009,6	828 347,1	31,1	27,1
Ghana	21 239,4	23 243,8	27 234,3	0,9	0,9
Nigeria	526 278,7	649 033,7	693 705,2	25,4	22,7
Gabon	114,3	387,4	87,6	0,0	0,0
Tchad	26,4	173,9	142,7	0,0	0,0
Afrique du Sud	13 415,0	15 663,2	12 323,0	0,6	0,4
Autres	62 714,2	107 507,5	94 854,2	4,2	3,1
AMERIQUE	86 623,4	90 002,9	141 647,5	3,5	4,6
USA	51 246,1	49 965,9	102 647,3	2,0	3,4
Canada	2 435,8	4 747,6	5 036,6	0,2	0,2
Brésil	28 919,1	30 268,9	23 683,9	1,2	0,8
Colombie	60,3	16,6	95,6	0,0	0,0
Autres	3 962,1	5 003,8	10 184,1	0,2	0,3
Non classés ailleurs	527,0	994,5	880,1	0,0	0,0
TOTAL	2 041 732,1	2 555 418,5	3 060 770,7	100,0	100,0

Sources : INStad-BCEAO (Septembre 2023)

Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2022

(en millions de FCFA)

Postes	Autres Pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers	3 312 374,4	204 005,8	893 898,2	4 410 278,4
Investissements directs	135 964,2	81 845,0	132 773,1	350 582,3
Investissements de portefeuille	2 521 354,7	41 983,0	-345 680,7	2 217 657,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	766 189,5	80 177,8	181 408,1	1 027 775,4
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	103 671,0	73 607,6	22 297,6	199 576,2
Prêts	440 047,0	1 524,6	60 644,6	502 216,2
Régime d'assurance, de pension et de garantie	100,0	0,0	15,0	115,0
Crédits commerciaux	216 203,3	4 925,5	97 732,2	318 861,0
Autres comptes à payer/à recevoir	6 168,2	120,0	718,7	7 006,9
Avoirs de réserves	-111 134,0	0,0	925 397,7	814 263,7
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	324 776,5	324 776,5
Position de réserve au FMI	0,0	0,0	10 139,4	10 139,4
Autres avoirs de réserve	-111 134,0	0,0	590 481,8	479 347,8
Stocks de passifs financiers	2 390 014,5	1 196 587,3	4 963 320,8	8 549 922,6
Investissements directs	461 896,2	750 760,7	1 048 962,9	2 261 619,8
Investissements de portefeuille	695 023,6	2 558,5	1 079 148,7	1 776 730,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 233 094,6	443 268,1	2 835 209,3	4 511 572,0
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	99 018,4	34 729,0	161 740,6	295 488,0
Prêts	697 893,7	387 571,3	2 493 117,0	3 578 582,0
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	78 862,2	19 990,8	34 087,8	132 940,8
Autres comptes à payer/à recevoir	357 320,4	977,0	118,0	358 415,4
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	146 145,8	146 145,8
Position extérieure globale nette (A) - (B)	922 359,9	-992 581,5	-4 069 422,6	-4 139 644,2

Source : BCEAO (Octobre 2023)

Annexe 9 : Composition de la dette extérieure brute totale du Bénin

(en millions de FCFA)

	2019	2020	2021				2022				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
Administrations publiques	2 556 087,6	3 382 139,8	3 823 464,2	3 940 167,0	4 222 971,7	4 290 881,1	4 529 571,2	4 698 855,6	4 886 377,3	4 952 422,2	100,0	64,5
Court terme	9 892,0	5 044,0	5 044,0	0,0	0,0	0,0	4 957,0	4 957,0	4 957,0	17 000,0	0,3	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	9 892,0	5 044,0	5 044,0	0,0	0,0	0,0	5 044,0	5 044,0	5 044,0	17 000,0	0,3	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-87,0	-87,0	-87,0	0,0	0,0	
Long terme	2 546 195,6	3 377 095,8	3 818 420,2	3 940 167,0	4 222 971,7	4 290 881,1	4 524 614,2	4 693 898,6	4 881 420,3	4 935 422,2	99,7	
Droits de tirage spéciaux (allocations)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	634 916,2	801 094,7	1 237 015,1	1 309 968,3	1 547 206,2	1 608 172,9	1 537 458,6	1 613 969,0	1 666 548,7	1 748 764,9	35,3	
Prêts	1 911 279,4	2 576 001,1	2 581 405,1	2 630 198,7	2 675 765,5	2 682 708,2	2 987 155,6	3 079 929,6	3 214 871,7	3 186 657,3	64,3	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Banque centrale	179 478,9	332 441,9	386 444,7	420 159,9	594 432,5	557 257,9	589 509,4	651 206,9	594 190,7	548 966,6	100,0	7,1
Court terme	132 314,6	286 495,5	333 787,4	370 192,6	448 829,6	412 911,9	441 406,2	492 187,1	400 071,8	402 820,8	73,4	
Numéraire et dépôts	20 275,8	30 104,7	37 904,2	41 481,3	63 874,6	79 569,0	64 769,8	66 499,7	47 100,8	62 592,0	11,4	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	112 038,9	256 390,8	295 883,2	328 711,3	384 955,0	333 342,9	376 636,4	425 687,4	352 971,0	340 228,8	62,0	
Long terme	47 164,3	45 946,4	52 657,3	49 967,3	145 603,0	144 346,0	148 103,2	159 019,8	194 118,8	146 145,8	26,6	
Droits de tirage spéciaux (allocations)	47 164,3	45 946,4	46 911,2	46 584,5	141 927,1	144 346,0	145 257,0	149 108,3	153 150,8	146 145,8	26,6	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	0,0	0,0	5 746,1	3 382,8	3 675,9	0,0	2 846,1	9 911,5	40 968,0	0,0	0,9	
Institutions de dépôts, à l'exclusion de la banque centrale	364 158,0	305 463,0	263 894,0	264 913,0	288 397,0	347 520,0	359 236,0	375 208,0	406 893,0	359 150,0	100,0	4,7

	2019	2020	2021				2022				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
Court terme	272 179,0	255 976,0	210 942,0	191 167,0	223 346,0	290 632,0	305 184,0	311 903,0	347 775,0	292 352,0	81,4	
Numéraire et dépôts	155 378,0	173 002,0	182 061,0	159 141,0	175 587,0	184 116,0	176 101,0	200 738,0	191 040,0	181 847,0	50,6	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	85 079,0	82 833,0	28 841,0	31 985,0	47 717,0	106 474,0	111 323,0	94 179,0	136 693,0	95 911,0	26,7	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	31 722,0	141,0	40,0	41,0	42,0	42,0	17 760,0	16 986,0	20 042,0	14 594,0	4,1	
Long terme	91 979,0	49 487,0	52 952,0	73 746,0	65 051,0	56 888,0	54 052,0	63 305,0	59 118,0	66 798,0	18,6	
Numéraire et dépôts	52 247,0	33 728,0	34 393,0	39 974,0	48 795,0	37 662,0	37 762,0	50 517,0	49 937,0	51 049,0	14,2	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	39 732,0	15 759,0	18 559,0	33 772,0	16 256,0	19 226,0	16 290,0	12 788,0	9 151,0	15 741,0	4,4	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	30,0	8,0	0,0	
Autres secteurs	173 079,7	224 699,8	233 320,7	354 054,0	359 443,6	351 521,5	406 554,5	401 774,5	566 777,5	416 798,1	100,0	5,4
Court terme	11 541,0	24 882,5	33 419,3	142 652,6	143 897,6	164 277,0	58 247,6	53 467,6	88 467,6	219 953,3	52,8	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 800,0	6 800,0	6 800,0	0,0	0,0	
Titres de créance	0,0	1 843,8	15 048,5	14 906,6	16 893,9	0,0	3 914,4	3 914,4	3 914,4	0,0	0,0	
Prêts	5 454,0	848,7	848,7	1 024,7	1 024,7	132 328,8	53 008,4	56 238,4	56 238,4	117 731,4	28,2	
Crédits commerciaux et avances	5 744,9	21 384,7	16 789,5	125 988,6	125 246,3	31 567,1	-6 207,9	-14 217,9	20 782,1	100 670,9	24,2	
Autres passifs sous forme de dette	342,1	805,4	732,7	732,7	732,7	381,0	732,7	732,7	732,7	1 551,0	0,4	
Long terme	161 538,7	199 817,3	199 901,4	211 401,4	215 546,0	187 244,6	348 306,8	348 306,8	478 309,9	196 844,8	47,2	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	0,0	1 970,3	1 970,3	1 970,3	1 970,3	0,0	1 970,3	1 970,3	1 970,3	0,0	0,3	
Prêts	150 965,1	147 849,0	147 849,0	147 893,0	152 037,5	165 533,0	296 254,4	296 254,4	426 257,4	162 541,3	39,0	
Crédits commerciaux et avances	5 465,5	48 573,2	48 584,6	60 040,6	60 040,6	20 727,8	48 584,6	48 584,6	48 584,6	32 269,9	7,7	
Autres passifs sous forme de dette	5 108,0	1 424,9	1 497,5	1 497,5	1 497,5	983,7	1 497,5	1 497,5	1 497,5	2 033,6	0,5	
Investissements directs : prêts interentreprises	1 025 957,8	1 078 239,0	1 104 979,6	1 131 720,1	1 163 808,8	1 214 367,6	1 246 959,1	1 295 572,7	1 330 513,7	1 406 472,9	100,0	18,3
Passifs sous forme de dette des entreprises d'investissement direct envers les investisseurs directs	1 023 650,8	1 071 262,5	1 104 758,6	1 131 493,7	1 163 576,0	1 173 530,0	1 246 709,7	1 295 313,6	1 330 247,6	1 338 898,9	95,2	

	2019	2020	2021				2022				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
Passifs sous forme de dette des investisseurs directs envers les entreprises d'investissement direct	2 307,0	4 452,0	0,0	0,0	0,0	3 009,0	0,0	0,0	0,0	198,6	0,0	
Passifs sous forme de dette entre entreprises sœurs	0,0	2 524,5	221,0	226,3	232,8	37 828,6	249,4	259,1	266,1	67 375,4	4,8	
Encours de la dette extérieure brute	4 298 761,9	5 322 983,5	5 812 103,2	6 111 014,0	6 629 053,6	6 761 548,2	7 131 830,1	7 422 617,6	7 784 752,2	7 683 809,8		
PIB	8 432 247,5	9 008 810,0				9 809 694,0				10 854 508,1		
Dette intérieure de l'Administration publique	1 027 086,8	1 117 233,3				813 845,1				1 104 143,1		
Encours de la dette extérieure en % du PIB	51,0	59,1				68,9				70,7		
Encours de la dette publique extérieure en % du PIB	30,3	37,5				43,7				45,6		
Encours de la dette publique intérieure en % du PIB	12,2	12,4				8,3				10,2		

Source : BCEAO (Octobre 2023) ** Moyenne sur la période 2018-2022



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int